Analyse de l'industrie de la contruction au Québec 1983

La reproduction du texte, en tout ou en partie, est autorisée à condition d'en mentionner la source

Dépôt légal — 2e trimestre 1984
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-550-10198-7
ISSN 0317-5901

Cette publication a été imprimée en 2 000 exemplaires sur les presses de l'OCQ.

Analyse de l'industrie de la contruction au Québec 1983

Office de la construction du Québec

SERVICE RECHERCHE ET ORGANISATION

Avant-propos

L'Office de la construction du Québec (OCQ) présente son analyse annuelle de l'industrie québécoise de la construction pour l'année 1983.

Ce document cherche à renseigner davantage ceux qui s'intéressent au milieu de la construction. Un souci de continuité a guidé la préparation de ce document, lequel, somme toute, diffère très peu dans sa forme des précédents.

Cette analyse a été réalisée par la Section recherche du Service recherche et organisation. Louise Charette, Serge Roy et Robert Delisle sont responsable de la rédaction. Les tableaux statistiques ont été compilés par Louise C. Rodier et le travail de secrétariat s'est effectué sous la responsabilité de Rita Vézina. La coordination était la responsabilité de Louise Charette.

Nous espérons que ce document continuera d'être apprécié des partenaires de l'industrie québécoise de la construction et qu'il permettra aux divers intéressés de se familiariser avec l'industrie.

Jean-Luc Pilon,
Directeur
Service recherche et organisation

Table des matières

Avant-propos 5

Liste des tableaux 8

Liste des graphiques 8

Introduction 9

L'industrie de la construction 11

L'économie québécoise en 1983 13

Sommaire de l'activité de construction 13

Perspectives 1984 16

Les relations de travail et le contexte législatif 16

Les principaux évènements 16

Le vote d'adhésion des salariés de l'industrie 16

Les employeurs 19

Type et dimension des entreprises 21

Statut juridique 23

Mobilité interrégionale 24

Les salariés 25

Les indicateurs d'activité: emploi et heures travaillées 27

Statut professionnel des salariés de la construction 28

Durée du travail 29

Le chômage saisonnier 30

Le roulement des salariés 31

Le chômage interchantier 34

Mobilité de la main-d'oeuvre 34

Mobilité géographique 34

Mobilité interemployeur 35

Salaires et avantages sociaux 36

Salaires 36

Avantages sociaux 37

Congés annuels et jours fériés chômés 37

Régime d'assurance collectivité 38

Régime supplémentaire de rentes 38

L'âge des salariés 39

Conclusion 41

Annexes 43

I Sources et définitions 45

II Tableaux statistiques 49

III Liste des 100 plus gros employeurs en 1983 selon les heures enregistrées à l'OCQ 81

IV Description des régions et sous-régions de domicile 83

Liste des tableaux

1-1 Indicateurs économiques de l'industrie de la construction, 1974-1983

1-2 Gains et pertes des associations syndicales au cours du vote d'adhésion de novembre 1983

1-3 Représentativité des associations syndicales résultant des votes d'adhésion syndicale de novembre 1981 et 1983

2-1 Nombre d'employeurs actifs selon certains groupes, 1982-1983

2-2 Répartition des principaux groupes d'employeurs selon le nombre moyen de salariés, 1983

2-3 Répartition des employeurs selon les heures travaillées et les salaires versés, 1983

2-4 Répartition des entreprises de construction selon les tranches de salaires versés, 1983

2-5 Répartition des entreprises de construction selon le statut juridique, 1983

2-6 Répartition des employeurs selon le nombre de régions travaillées, certains groupes, 1983

3-1 Répartition des salariés actifs dans la construction selon la région de domicile et le statut professionnel, 1983

3-2 Répartition des salariés qualifiés selon le métier et le statut professionnel, 1983

3-3 Répartition des salariés actifs selon le statut professionnel et le niveau d'heures travaillées dans la construction, 1981, 1982, 1983

3-4 Répartition des salariés actifs selon le nombre de mois de travail dans l'industrie de la construction, 1983

3-5 Répartition des heures travaillées selon le mois, 1982-1983

3-6 Mouvement des salariés de la construction, 1974-1983

3-7 Répartition des salariés actifs en 1983, selon le nombre d'années consécutives de travail dans la construction

3-8 Répartition des salariés actifs sortis de la construction en 1982 selon le niveau d'heures travaillées en 1982 et le statut professionnel

3-9 Répartition des nouveaux salariés de la construction en 1983 selon le niveau d'heures travaillées en 1983 et le statut professionel

3-10 Répartition des salariés actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction 1983

3-11 Répartition des salariés actifs et salaire annuel moyen selon le statut professionnel et le lieu de travail, 1983

3-12 Répartition des salariés actifs et salaire annuel moyen selon le statut professionnel et le nombre d'heures travaillées dans la construction, 1983

3-13 Salaire annuel moyen des salariés actifs dans la construction selon l'âge et le statut professionnel, 1983

3-14 Montant et nombre de chèques émis pour les congés annuels en 1982 et 1983

3-15 Montant des réclamations pour les divers types d'assurance en 1982 et 1983 (régime de base)

3-16 Montant et nombre de réclamations relatifs au régime supplémentaire de rentes pour les années 1982 et 1983 (régime de base)

Liste des graphiques

1-1 Évolution du nombre d'heures travaillées par les salariés assujettis au décret de l'industrie de la construction, 1974-1983

1-2 Heures totales et moyenne des heures travaillées par les salariés de l'industrie de la construction, 1974-1983

Introduction

En vertu des divers mandats qui lui ont été confiés, l'Office de la construction du Québec possède des informations uniques touchant les partenaires oeuvrant dans l'industrie. L'analyse de ces informations en trace un bilan précis. Les données qui y sont contenues permettent un diagnostic de l'état général de l'industrie de la construction au Québec et dans chacune des régions.

Le premier chapitre de ce document présente les principaux indicateurs économiques de l'industrie de même que les faits saillants survenus au cours de l'année 1983 en matière de relations de travail.

Les deuxième et troisième chapitres sont respectivement consacrés aux employeurs et aux salariés. On y présente les principales caractéristiques des agents de l'industrie en établissant certaines comparaisons avec les années antérieures.

Finalement, quatre annexes complètent ce document en fournissant certaines précisions concernant les définitions utilisées ainsi que des tableaux statistiques complémentaires.

l'industrie de la construction

Dans ce premier chapitre, nous ferons tout d'abord un rapide bilan de l'évolution de l'économie québécoise au cours de 1983. Notre attention se portera ensuite sur la conjoncture et les perspectives à court terme de l'industrie. Enfin, nous traiterons brièvement des évènements relatifs au régime des relations de travail et au contexte législatif de l'industrie de la construction au Québec

L'économie québécoise en 1983

Après avoir enregistré une chute de plus de 6% en 1982, le produit intérieur brut du Québec a connu une progression sensible en 1983, de l'ordre de 3% à 4% en termes réels. Cette performance situe le Québec dans le peloton de tête des provinces canadiennes alors qu'un an plus tôt, il connaissait une récession beaucoup plus sévère que le reste du Canada pris dans son ensemble.

La consommation et les exportations ont été les moteurs de cette reprise en 1983. Même si le revenu personnel disponible n'a pas augmenté, les consommateurs ont largement puisé dans leur bas de laine: leurs dépenses ont augmenté de 4,4% en termes réels. Le secteur de l'automobile a tout particulièrement profité de ce revirement.

L'économie américaine a connu une croissance très rapide depuis le début de 1983, après avoir enregistré 3 années de stagnation de 1980 à 1982. Le volume des exportations s'est accru de 7,2% en 1983, ce dont l'économie québécoise n'a pas manqué de profiter.

Du côté des immobilisations, seul le secteur de la construction domiciliaire enregistre des résultats intéressants voire même spectaculaires. Le nombre de mises en chantier s'est élevé à plus de 40 000 unités en 1983, une progression de plus de 72% par rapport à 1982. Les subventions fédérales à l'acquisition des maisons neuves, reprises ensuite par Corvée-Habitation, ainsi que le rabais des taux d'intérêt prévu par ce dernier programme ont contribué en bonne partie à cette progression.

Les investissements dans le secteur de la construction non résidentielle sont toutefois demeurés léthargiques, leur volume ayant diminué de près de 12% en 1983. Le faible taux d'utilisation des capacités constitue certainement l'un des facteurs les plus importants à l'origine de ce recul.

Les taux d'intérêt sont demeurés assez stables en 1983, ce qui fait contraste avec les périodes turbulentes que les marchés financiers ont connues au cours des dernières années. De plus, ils ont atteint des niveaux beaucoup plus abordables. Les taux hypothécaires d'un an, par exemple, étaient inférieurs de 6 points en moyenne en 1983 qu'en 1982. Cette baisse a bien sûr contribué à relancer le marché de l'habitation, autant dans le neuf que dans l'existant.

Tout compte fait, 1983 peut être qualifiée de bonne année pour l'économie québécoise, surtout si on la compare à 1982. Les entreprises tardent cependant à réaliser de nouveaux projets d'investissements. Ce retard ne doit pas surprendre, compte tenu de l'ampleur de la récession, d'autant plus que l'économie n'a pas encore rejoint son sommet atteint au milieu de 1981.

Sommaire de l'activité de construction

La chute des heures travaillées, amorcée à la fin de 1981, s'est poursuivie en 1983 quoiqu'à un rythme moindre que l'année précédente. Les salariés assujettis au décret de la construction ont travaillé 67,4 millions d'heures, une baisse de 9% par rapport à 1982.

Au total 73 226 salariés ont été actifs sur les chantiers au cours de l'année, c'est-à-dire qu'ils ont enregistré au moins une heure à l'Office en 1983. Il s'agit d'une nouvelle perte de 5 000 salariés pour l'industrie soit 7% de la main-d'oeuvre active en 1982.

La moyenne des heures travaillées par salarié a de nouveau diminué en 1983, passant de 944 à 920 heures annuellement. Ce résultat est le plus faible depuis que l'Office enregistre des statistiques à ce sujet et témoigne de façon éloquente des difficultés que connaît l'industrie depuis 2 ans.

Malgré cette baisse de 2% la moyenne des heures travaillées, le salaire annuel moyen par salarié s'est rétabli quelque peu. L'augmentation de 10% du salaire horaire en mai 1983 s'est traduite par une hausse de 8% du salaire annuel moyen qui atteint 16 127 $.

La masse salariale versée en 1983 aux salariés de la construction demeure au même niveau qu'en 1982 et s'est élevée à 1,2 milliard $. La hausse de 8% du salaire annuel moyen est compensée, en effet, par la baisse de 7% du nombre de salariés actifs.

Au plan sectoriel, seul le secteur domiciliaire a connu une bonne année en 1983. Bien que les dépenses de rénovation et de réparation se soient accrues de façon sensible, l'essentiel de cette augmentation provient de la hausse de 72% des mises en chantier dans la construction neuve.

Le secteur non domiciliaire, au contraire est en chute libre depuis la mi-année 1981. À la fin de 1983, la baisse des heures travaillées par rapport au niveau enregistré deux ans auparavant se chiffrait à plus de 50%. Dans la pratique, la chute de l'activité a été telle que la croissance, pourtant importante, de la construction domiciliaire n'a pas suffit à renverser la tendance à la baisse de l'activité non domiciliaire.

Tableau 1-1

Indicateurs économiques de l'industrie de la construction, 1974-1983

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Nombre de salariés[1]	150 897	149 679	146 557	138 518	123 867	105 128	97 319	95 244	78 360	73 226
Heures travaillées*	147,6	155,1	136,6	138,1	124,8	112,5	100,1	101,5	74,0	67,4
(Heures supplémentaires)[2]	(8,8)	(12,6)	(10,8)	(9,4)	(8,8)	(7,5)	(6,4)	(6,4)	(3,3)	(2,5)
Moyenne annuelle des heures travaillées	977	1 036	931	997	1 008	1 070	1 028	1 065	944	920
Masse salariale[3]*	1 000 $	1 281 $	1 235 $	1 422 $	1 405 $	1 334 $	1 325 $	1 478 $	1 172 $	1 181 $
Salaire annuel moyen	6 640 $	8 559 $	8 424 $	10 266 $	11 345 $	12 685 $	13 616 $	15 522 $	14 956 $	16 127 $
Valeur des travaux de construction[4]*	5 [illegible]3 $	7 111 $	7 903 $	8 590 $	8 257 $	9 125 $	9 354 $	10 309 $	10 220 $	11 082 $

* en millions

Notes

1. Salariés régis par le décret de la construction ayant travaillé au moins une heure.
2. Sont incluses dans le total des heures travaillées.
3. Salaires incluant les indemnités de congés payés et de jours fériés, de même que les différentes primes, à l'exception des frais de déplacement. Pour 1975 et 1976, comprend également le montant forfaitaire pour compenser la hausse du coût de la vie.
4. Travaux de construction exécutés par l'ensemble des secteurs économiques et non pas seulement par la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction.

Source: OCQ, mai 1984, sauf pour les travaux de construction qui proviennent de Statistique Canada, catalogue 61-205

La majeure partie des composantes du secteur non domiciliaire accusent des pertes importantes. À la Baie James notamment, l'activité a chuté de plus de 75% depuis deux ans.

Le boom de la construction d'édifices à bureaux, au centre-ville de Montréal, s'est terminé pour l'essentiel, à la fin de 1982. En outre, la valeur des contrats accordés dans le bâtiment non domiciliaire ne représentait plus, au début de 1983, que le tiers de celle enregistrée en 1981.

Au total, seules deux composantes du secteur non domiciliaire semblent s'être tirées relativement indemnes de la récession, soit la construction de pipe-line et les travaux de construction de lignes de transport et de distribution d'énergie électrique.

Graphique 1-1

Évolution du nombre d'heures travaillées par les salariés assujettis au décret de l'industrie de la construction.

1974-1983

taux annuel désaisonnalisé

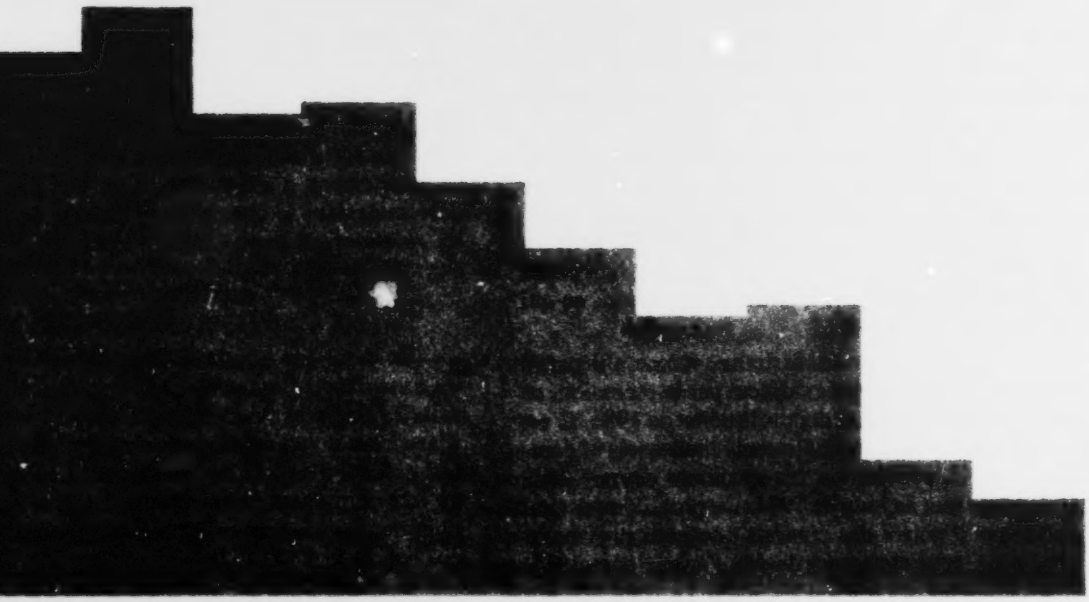
Source: OCQ, mai 1984

amen du graphique 1.1 témoigne de la vitesse
e l'industrie s'est enlisée en 1982 et 1983.
ıte a pris fin au cours du troisième trimestre
ent où l'activité sur les chantiers domiciliai-
res a véritablement pris son envol. Elle s'est stabilisée depuis à un niveau équivalent à 70 millions d'heures travaillées annuellement.

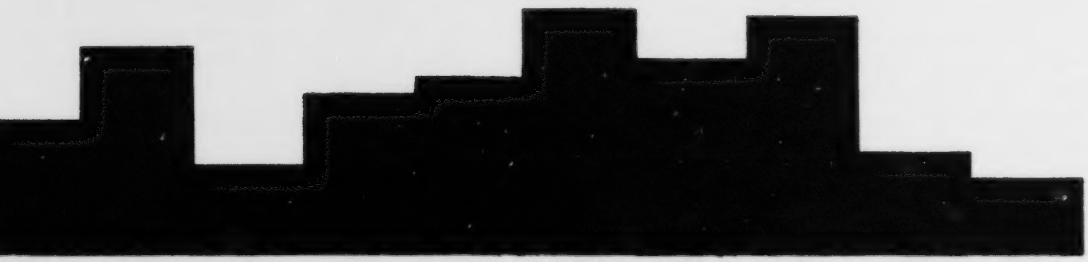
e 1-2

otales et moyenne des heures travaillées alariés de l'industrie de la construction, 3

illées



illées



1974 1975 1976 1977 1978 1979 1980 1981 1982 1983

, mai 1984

Perspectives 1984

1984 devrait être la première année, depuis 1975, où l'industrie connaîtra une croissance sensible de l'activité sur les chantiers. 1981 constitue la seule autre exception à cette règle, et l'activité ne s'était accrue que d'un peu plus de 1%.

Nous prévoyons qu'il se travaillera environ 73 millions d'heures sur les chantiers de construction en 1984, soit 8% de plus qu'en 1983. Le nombre de salariés actifs devrait s'accroître dans la même mesure, puisque la moyenne des heures travaillées par salarié ne devrait pas connaître de variations sensibles en 1984.

Le secteur domiciliaire devrait connaître une autre bonne année en 1984, grâce notamment à la poursuite du programme Corvée-Habitation. Environ 38 000 unités de logement devraient être mises en chantier, soit 5% de moins qu'en 1983.

Le secteur non domiciliaire devrait montrer des signes d'améliorations tout au long de 1984. La valeur des contrats accordés, indicateur qui précède l'activité de 4 à 6 trimestres, s'est redressée dès le début de 1983. Déjà le niveau d'octroi des contrats paraît avoir rejoint son niveau d'avant la récession, ce qui augure bien pour 1985.

Le bâtiment non domiciliaire, même s'il paraît avoir été particulièrement affecté par la récession, se relève progressivement depuis le début de 1983. C'est le cas, notamment, des bâtiments industriels et commerciaux. L'activité sur les chantiers devrait donc s'accroître tout au long de 1984. De plus, compte tenu du niveau d'octroi des contrats que nous prévoyons pour 1984, cette croissance devrait s'accélérer en 1985.

Le secteur des travaux de génie, en 1984, devrait connaître, au plan de l'activité, une année semblable à 1983. Seul le sous-secteur de l'assainissement des eaux devrait faire preuve d'un véritable dynamisme. En outre, la valeur des contrats accordés ne connaîtra qu'une modeste augmentation en 1984. Ce secteur n'est donc pas appelé avant plusieurs années à retrouver les niveaux qu'il atteignait en 1979 et 1980, au plus fort des travaux de la Baie James.

En bref, nous devrions assister au cours des prochains mois à une nouvelle phase d'expansion du secteur non domiciliaire, ce qui, compte tenu de la stabilisation du secteur domiciliaire, devrait permettre à l'industrie de connaître deux bonnes années de croissance en 1984 et 1985.

Les relations du travail et le contexte législatif

En ce qui a trait aux relations de travail, nous ferons tout d'abord un bref survol des évènements qui ont marqué l'année 1983. Nous jetterons ensuite un coup d'oeil sur les résultats du vote d'adhésion syndicale tenu entre le 2 et le 6 novembre 1983.

Les principaux évènements

Deux évènements ont retenu l'attention au cours de l'année qui vient de s'écouler: le conflit sur les chantiers du gazoduc et l'assujettissement de la pose du déclin d'aluminium au décret de la construction.

Au cours de l'été 1983, les soudeurs affiliés au local 144 des plombiers refusent de travailler sur les chantiers du gazoduc au taux prévu par le décret. Ces travailleurs exigent d'être payés au taux prévu par le « *National Pipeline Agreement* ». Les travaux progressent au ralenti mais la venue de soudeurs non syndiqués de l'ouest incite les soudeurs québécois à retourner au travail. Ces derniers seront payés au taux du décret mais auront priorité sur les travailleurs des autres provinces.

Au mois de novembre la Cour d'appel renverse une décision de la Cour supérieure rendue en février 1981 qui accordait à l'industrie du verre plat la pose de revêtement d'aluminium. Ces travaux tombent désormais dans le champ d'application de la *Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.*

Le vote d'adhésion des salariés de l'industrie

En vertu de l'article 32 de la *Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction*, tous les salariés éligibles* doivent faire connaître leur choix d'association représentative au cours du sixième mois qui précède l'expiration du décret. Les résultats de ce vote permettent de calculer le degré de représentativité des associations en vue des négociations du décret qui échoit le 1er mai 1984.

Seuls les salariés qui désiraient changer d'allégeance syndicale devaient exercer leur droit de vote puisque le salarié qui n'a pas voté est réputé avoir choisi l'association en faveur de laquelle il a fait connaître son choix lors du scrutin précédent. En conséquence, seulement 12 122 salariés sur les 70 655 éligibles à ce scrutin se sont prévalus de leur droit de vote, ce qui représente un taux de participation de 17%.

De ces 12 122 salariés, 2 288 ont tout de même choisi de voter pour leur ancienne association. Les résultats du vote des autres salariés sont présentés au Tableau 1.2.

Le Conseil provincial doit être considéré comme le grand gagnant de ce scrutin, puisqu'il est le seul à voir s'accroître le nombre de ses membres. Ce gain s'effectue principalement aux dépens de la FTQ et, dans une moindre mesure, de la CSN.

*Pour avoir droit de vote (article 30, L.R.Q., c. R-20), un salarié doit détenir un certificat de classification, avoir effectué au moins trois cents heures de travail au cours des douze premiers mois des quinze mois civils précédant le mois durant lequel a lieu le scrutin et être domicilié au Québec au dernier jour du huitième mois qui précède l'expiration du décret. La limite d'heures ne s'applique pas à un salarié âgé de plus de 50 ans.

Tableau 1.2

Gains et pertes des associations syndicales au cours du vote d'adhésion de novembre 1983

	Nb de salariés perdus par cette centrale	Nb de salariés gagnés par cette centrale	Gains ou pertes de cette centrale*
CSD	1 017	585	− 428
CSN	1 652	650	−1 042
SCN	176	124	− 52
CPQMC	1 236	6 064	+4 838
FTQ	5 712	2 407	−3 305

* L'ancienne centrale d'un des participants n'a pu être retracée, ce qui explique que le total de cette colonne ne soit pas égal à 0

La représentativité de chacune des associations évolue bien sûr dans le même sens. Le tableau 1.3 indique à quel niveau celle-ci s'établit et présente, pour fins de comparaison, les résultats du dernier vote qui a eu lieu en 1981.

Tableau 1.3

Représentatitivé des associations syndicales résultant des votes d'adhésion syndicale de novembre 1981 et 1983

Centrales syndicales	CSD	CSN	SCN	CPQMC	FTQ
Représentativité 1981	10,0%	19,5%	0,8%	24,0%	45,7%
Représentativité 1983	9,1%	17,3%	0,8%	30,7%	41,8%

Au plan des relations du travail, la conclusion importante qui se dégage de ce dernier vote est qu'aucune association syndicale n'a pu atteindre le seuil de 50% de représentativité, lui permettant de négocier seule avec la partie patronale. On devrait donc assister, lors de la négociation du prochain décret, au regroupement de certaines d'entre elles en vue d'obtenir ce niveau de représentation de 50%.

les employeurs

L'industrie de la construction présente de nombreuses caractéristiques qui la distingue des autres grands secteurs de l'économie et il est nécessaire de les connaître pour mieux en comprendre l'évolution.

Au premier rang de ces caractéristiques, on retrouve la très grande variété du produit de l'industrie. Un barrage à la Baie James, une nouvelle autoroute, un édifice commercial ou la rénovation d'une maison constituent autant d'exemples de chantiers en construction. Dans la pratique, il n'est guère exagéré d'affirmer que chaque chantier est différent que ce soit en raison de sa taille, de la nature des travaux à effectuer, ou des exigences particulières des maîtres d'ouvrage.

On notera, en second lieu, que le produit n'est pas fabriqué en un endroit unique comme dans le cas du secteur manufacturier, mais, qu'au contraire, l'entrepreneur doit se déplacer d'un chantier à l'autre.

À cette mobilité des entrepreneurs s'ajoute celle des salariés. La physionomie du chantier varie en fonction du degré d'avancement des travaux. Les besoins en main-d'oeuvre sont donc également très variables, de nouveaux travailleurs étant constamment requis sur le chantier alors que d'autres, dont le travail est terminé, doivent au contraire le quitter. On comprendra alors aisément qu'un des principaux problèmes auxquels sont confrontés les entrepreneurs en soit un de gestion, en particulier au plan de la main-d'oeuvre.

S'y ajoute, en terminant, le caractère saisonnier et cyclique des travaux de construction. Comme une grande partie de ces travaux doit être effectuée en plein air, l'activité varie fortement d'une saison à l'autre. De plus, on constate que l'activité dans l'industrie fluctue largement selon les années. Ces fluctuations étant causées par la grande volatilité des dépenses d'investissement. En 1982, par exemple, le niveau d'activité a chuté de plus du quart en l'espace de 12 mois. Les entreprises doivent donc s'ajuster à un volume de travaux très variable selon les périodes.

Ces caractéristiques permettent d'expliquer, dans ses grandes lignes, le portrait des employeurs de l'industrie que nous allons préciser davantage au cours des prochaines sections.

Type et dimension des entreprises

Le mode d'organisation choisi par l'industrie tient compte, bien évidemment, des caractéristiques dont nous avons fait état précédemment. On y retrouve deux grands types d'entreprises. L'entrepreneur général, supervise l'ensemble des travaux à effectuer sur un chantier donné et se spécialise dans certains types de travaux (la construction résidentielle ou les routes par exemple). Les entrepreneurs spécialisés ont un champ d'activité plus restreint, mais peuvent travailler sur plusieurs types de chantier (les entrepreneurs spécialisés en électricité ou en excavation par exemple). L'entrepreneur général effectue la plupart du temps une partie des travaux et en confie l'autre partie aux entrepreneurs spécialisés.

Le tableau 2-1 permet de prendre connaissance de l'importance relative des principaux groupes d'entrepreneurs dans l'industrie.

Tableau 2-1

Nombre d'employeurs actifs* selon certains groupes 1982-1983

Groupe	1982		1983	
	Nombre	%	Nombre	%
Travaux généraux	3 553	27,6	3 762	28,7
Charpenterie-menuiserie	1 484	11,5	1 472	11,2
Électricité	1 598	12,4	1 656	12,6
Excavation	973	7,6	919	7,0
Tuyauterie	1 009	7,8	1 000	7,6
Maçonnerie	817	6,4	843	6,4
Peinture	744	5,8	719	5,5
Autres	2 687	20,9	2 722	20,8
Total	**12 865**	**100,0**	**13 093**	**100,0**

* n'incluant pas les artisans.
Source: OCQ, mai 1984

On note, tout d'abord, une légère augmentation du nombre d'entrepreneurs en 1983, 13 093 entreprises ont oeuvré sur les chantiers de construction au cours de cette période comparativement à 12 865 en 1982*.

Cette augmentation peut paraître surprenante si on la compare avec la baisse de 7% du nombre des salariés enregistrés au cours de la même période. Celle-ci s'explique cependant par la plus petite taille des entreprises oeuvrant dans le secteur domiciliaire. Ce secteur ayant été particulièrement dynamique en 1983, on a pu assister à un accroissement sensible du nombre de petites entreprises. La baisse de l'activité s'est donc accompagnée d'une diminution de leur taille moyenne, plutôt que par une baisse de leur nombre total.

Cette augmentation du nombre des entrepreneurs est la première à survenir dans l'industrie depuis 1977. Depuis cette date, la diminution du nombre des entreprises se chiffre à 3 247, soit 20% environ des entrepreneurs actifs au début de cette période. La baisse

* Depuis le 2 février 1983 et ce rétroactivement au 1er août 1982, l'artisan n'est plus tenu de faire parvenir un rapport mensuel à l'Office, et n'est donc pas compris dans ces statistiques sur les entrepreneurs.

des heures travaillées s'étant établie pendant ce temps à plus de 50%, l'entreprise moyenne enregistre donc près de 40% moins d'heures en 1983 qu'en 1977. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution, dont l'importance grandissante de la rénovation et de la réparation domiciliaire, l'utilisation de plus en plus intensive de composantes préfabriquées, la fin des travaux à la Baie James et la proportion plus importante qu'à l'accoutumée, en 1983, de la construction résidentielle neuve.

Comme on peut le constater à l'examen du tableau 2-1, les effectifs des groupes les plus importants d'entrepreneurs ont peu varié en 1983. Tout au plus observe-t-on une légère hausse du nombre d'entrepreneurs généraux ainsi qu'une faible diminution des entreprises spécialisées en excavation.

Cette même constatation se vérifie également lorsqu'on examine la répartition par catégorie des entrepreneurs au milieu des années '70. Les seules modifications significatives concernent les entreprises en électricité et en excavation. Les premières, dont la proportion est passée de moins de 10% à plus de 12% en 1982 et 1983 ont profité de la plus grande importance qu'a pris l'électricité dans le bilan énergétique du Québec au cours des dernières années. Quant aux entreprises en excavation, il semble qu'une partie des effectifs se soit enregistrée à titre d'entrepreneur-artisan.

Au plan régional, la variation du nombre des entreprises épouse dans ses grandes lignes, l'évolution de l'activité, principalement dans le secteur domiciliaire. La Côte-Nord, le Saguenay-Lac-St-Jean et la Mauricie bénéficient des augmentations les plus importantes alors que le Nord-Ouest, l'Est du Québec et la région montréalaise enregistrent de faibles diminutions.

Tableau 2-2

Répartition des principaux groupes d'employeurs selon le nombre moyen de salariés, 1983

Groupe	Nombre moyen de salariés								Moyenne du nombre de salariés
	1 à 5	6 à 10	11 à 25	26 à 50	51 à 100	101 à 200	201 à 500	501 et plus	
Travaux généraux	3 057	402	209	57	26	9	2	—	4,96
Charpenterie-menuiserie	1 342	78	41	7	3	1	—	—	2,94
Électricité	1 422	137	70	19	5	1	1	1	4,22
Excavation	770	82	49	12	6	—	—	—	3,94
Tuyauterie	803	96	61	25	12	3	—	—	5,22
Maçonnerie	722	75	34	12	—	—	—	—	3,66
Peinture	645	50	19	5	—	—	—	—	2,91
Autres	2 248	253	150	52	12	5	2	—	4,56
Total	**11 009**	**1 173**	**633**	**189**	**64**	**19**	**5**	**1**	**4,31**
En %	**84,1**	**9,0**	**4,8**	**1,4**	**0,5**	**0,1**	**—**	**—**	**—**

Source: OCQ, mai 1984

L'industrie de la construction se caractérise par la petite taille des entreprises qui y oeuvrent. À la lecture du tableau 2-2, on remarque tout particulièrement que 85% d'entre elles comptent, en moyenne, 5 employés ou moins. À l'opposé, seules 25 entreprises déclarent avoir à leur emploi, en 1983, un nombre moyen d'employés supérieur à 100. Bien que représentant moins de 0,2% du nombre total d'entreprises, leur contribution à l'industrie n'en demeure pas moins importante, puisque celles-ci ont enregistré 12,3% de l'ensemble des heures des salariés de l'industrie.

La moyenne du nombre de salariés varie selon les catégories d'entrepreneurs. Le groupe des entrepreneurs généraux compte plus de salariés que la moyenne de l'industrie, soit 5. Les entrepreneurs spécialisés sont en général de plus petite taille; leur nombre moyen d'employés s'établit généralement entre 3 et 5 salariés.

Certaines catégories font cependant exception, notamment les entreprises spécialisées dans l'érection de lignes de transmission (58), de lignes de distribution (31) et les chaudronniers (11).

La taille moyenne des entreprises a diminué de façon appréciable en 1983, le nombre moyen de salariés diminuant à 4,3 comparativement à 4,7 en 1982, et ceci pour l'ensemble des catégories, à l'exception de l'excavation. Cette diminution résulte essentiellement de la vigueur du secteur domiciliaire où les entreprises sont de taille plus petite.

Tableau 2-3

Répartition des employeurs selon les heures travaillées et les salaires versés, 1983
(en millions)

Groupe	Nombre d'entreprises	Heures régulières	Heures demies	Heures doubles	Heures totales	Salaires versés
Travaux généraux	3 762	21,3	0,2	0,8	22,4	387,0
Charpenterie-menuiserie	1 472	4,5	—	—	4,5	73,2
Électricité	1 656	9,4	—	0,4	9,8	182,3
Excavation	919	4,0	—	0,1	4,1	66,8
Tuyauterie	1 000	6,9	—	0,3	7,2	133,9
Maçonnerie	843	2,9	—	—	2,9	47,9
Peinture	719	2,1	—	—	2,1	32,4
Autres	2 722	13,6	0,3	0,5	14,2	255,9
Total	**13 093**	**64,7**	**0,5**	**2,1**	**67,2**	**1 179,4**
En %	—	**96,3**	**0,7**	**3,1**	**100,0**	—

Source: OCQ, mai 1984

L'importance de la catégorie des entrepreneurs généraux apparaît encore plus évidente à la lecture du tableau 2-3. Ceux-ci enregistrent le tiers de toutes les heures travaillées par les salariés de l'industrie. Leur importance a cependant décru depuis quelques années. La cause de cette diminution provient de la baisse d'activité dans le secteur des travaux de génie, à la Baie James notamment, où la part des travaux effectuée par des sous-traitants est peu élevée, au profit d'un regain d'activité dans la construction résidentielle, où cette proportion est beaucoup plus élevée.

Le nombre d'heures supplémentaires effectuées dans l'industrie a connu une nouvelle baisse en 1983, et ne représente plus que 3% de l'activité comparativement à près de 7% en 1978, au moment où le chantier de la Baie James connaissait sa période de pointe. Cette diminution du nombre d'heures supplémentaires affecte à peu près également l'ensemble des catégories d'entrepreneurs.

Un autre indicateur de la petite taille des entreprises nous est fourni par leur répartition en fonction des tranches de salaires versés. Plus de 50% des entreprises ont versé, en 1983, moins de 25 000 $ à leurs salariés assujettis au décret de la construction. À l'opposé seulement 150 d'entre elles, représentant un peu plus de 1% des effectifs, versaient plus de 1 000 000 $ en salaire. Même si la proportion des petites entreprises semble diminuer par rapport à 1982, il convient de remarquer que la diminution du nombre des entreprises versant moins de 25 000 $ annuellement en salaire résulte de l'inflation.

Statut juridique

Le statut juridique des entreprises en construction, présenté au tableau 2-5, témoigne également de leur petite taille. Près de 36% d'entre elles ne sont pas incorporées, mais celles-ci ne versent qu'un peu plus de 3% des salaires totaux.

La société (ou corporation) constitue la forme d'organisation la plus courante et regroupe 63% des entreprises. Celles-ci versent près de 90% de la masse salariale de l'industrie de la construction.

Tableau 2-4

Répartition des entreprises de construction selon les tranches de salaires versés 1983

Tranches de salaires	Nombre d'entreprises	Répartition en %
Moins de 25 000 $	6 827	52,1
25 000 $ à 50 000 $	2 316	17,7
50 001 $ à 100 000 $	1 790	13,7
100 001 $ à 200 000 $	1 077	8,2
200 001 $ à 500 000 $	714	5,5
500 001 $ à 1 000 000 $	219	1,7
Plus de 1 000 000 $	150	1,1
Total	**13 093**	**100,0**

Source: OCQ, mai 1984

Tableau 2-5

Répartition des entreprises de construction selon le statut juridique 1983

Statut	Entreprises		Salaires	
	Nombre	%	$ (millions)	%
Propriétaire unique	2 063	15,8	38,7	3,2
Nom collectif	2 648	20,2	69,5	5,9
Société	8 282	63,3	1 055,6	89,5
Co-entreprise	15	0,1	11,7	1,0
Inconnu	85	0,6	3,9	0,3
Total	**13 093**	**100,0**	**1 179,4**	**100,0**

Source: OCQ, mai 1984

La co-entreprise regroupe de façon générale de grandes entreprises, puisque les salaires versés par celles-ci sont 10 fois plus élevés que ne le suggère leur importance numérique. Le type d'organisation assez particulier résulte de l'union des ressources de deux ou plusieurs entreprises afin de réaliser un projet spécifique d'envergure habituellement importante.

Mobilité interrégionale

Compte tenu du caractère temporaire des chantiers de construction, on doit s'attendre à ce que les employeurs soient très mobiles. La lecture du tableau 2-6 confirme cette hypothèse et permet de constater qu'une proportion importante des entreprises en construction obtiennent une partie de leurs contrats à l'extérieur de la région de leur siège social.

Environ 30% des entrepreneurs ont travaillé, en 1983, à l'extérieur de leur région. De façon générale, les plus grosses entreprises, de même que celles oeuvrant dans le secteur de la construction non résidentielle, sont plus mobiles que la moyenne. Les entrepreneurs généraux sont donc davantage portés à changer de région que les entrepreneurs spécialisés en peinture ou en maçonnerie.

La mobilité des entreprises ne fluctue guère selon leur région de provenance. Celles de la région du Grand Montréal paraissent un peu moins mobiles que le reste des entreprises de la province, mais cette caractéristique des entreprises montréalaises tient davantage à la grande taille de cette région qu'à une propension moindre à se déplacer.

Tableau 2-6

Répartition des employeurs selon le nombre de régions travaillées, certains groupes, 1983

	Lieu de travail							
	Leur région exclusivement	Leur région et			Autres régions seulement			Nombre d'entreprises
		1 autre	2 autres	3 autres ou +	1 autre	2 autres	3 autres ou +	
Travaux généraux	2 515	894	102	75	115	33	28	3 762
Charpenterie-menuiserie	1 081	336	17	4	29	4	1	1 472
Électricité	1 258	307	32	16	33	6	4	1 656
Excavation	652	179	20	11	42	7	8	919
Tuyauterie	710	217	21	20	22	7	3	1 000
Maçonnerie	615	185	19	5	13	2	4	843
Peinture	535	144	19	7	10	1	3	719
Autres	1 887	584	60	64	85	21	21	2 722
Total	**9 253**	**2 846**	**290**	**202**	**349**	**81**	**72**	**13 093**

Source: OCQ, mai 1984

les salariés

L'industrie de la construction se distingue sous plusieurs aspects des autres secteurs industriels: notons, entre autres, le caractère cyclique et saisonnier des travaux de construction.

Les particularités de l'industrie ont des conséquences importantes sur le marché de l'emploi. En premier lieu, le caractère cyclique de l'activité handicape la permanence des emplois dans la construction et se traduit notamment par un roulement élevé de la main-d'oeuvre. En second lieu, le caractère saisonnier des travaux, en grande partie imputable aux hivers rigoureux, impose à une large part de la main-d'oeuvre une période d'inactivité forcée. Enfin, la contribution du salarié sur un chantier ne constituant qu'une étape dans la réalisation d'un projet de construction, il est non seulement appelé à être mobile mais sujet au chômage interchantier, propre à l'industrie de la construction.

Ce chapitre présente les principales caractéristiques de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction au Québec. Les divers indicateurs d'activité, la répartition des salariés selon le statut professionnel, la durée de l'emploi, la mobilité de la main-d'oeuvre, les salaires et les avantages sociaux seront tour à tour étudiés.

Les indicateurs d'activité: emploi et heures travaillées

Les heures travaillées au cours d'une période donnée constituent le meilleur indicateur d'activité dans l'industrie de la construction, étant directement reliées au volume de construction réalisé au cours de cette période.

1983 a vu un renversement de tendance qui illustre le courant de reprise qui traverse l'industrie de la construction au Québec et la fin de la récession, même si le niveau de l'activité n'y a jamais été aussi faible. En effet, même si le nombre total des heures travaillées est passé à 67,4 millions en 1983 comparativement à 74,0 millions en 1982 (−8,9%) et 101,5 millions en 1981 (−33,6%), la croissance de l'activité au cours des deux derniers trimestres de 1983 permet un certain optimisme. Le renversement de tendance est dû essentiellement à la vigueur du secteur domiciliaire qui enregistre une hausse de 72% des mises en chantier par rapport à 1982. À l'opposé, le secteur non domiciliaire, en particulier les travaux de génie, s'est finalement stabilisé à la fin de 1983 après une chute ininterrompue depuis le milieu de 1981.

L'activité locale mesurée par les heures travaillées selon les régions de travail permet de constater que l'activité n'y a pas été également répartie. La Baie James enregistre la baisse la plus prononcée des heures travaillées puisqu'on n'y retrouve que 2,3 millions d'heures en 1983 comparativement à 3,4 millions en 1982 (−30,6%). D'autres régions ont également vu leur activité diminuée par rapport à 1982: le Nord-Ouest (−27,4%), la Mauricie (−21%), le Saguenay-Lac St-Jean (−17,5%) et le Montréal métropolitain (−15,3%). Ces résultats s'expliquent par la faiblesse de la construction non domiciliaire. Par contre l'activité s'est accrue sur le territoire de plusieurs régions par rapport à 1982. C'est le cas des régions de l'Estrie (27,6%), de la Côte-Nord (24,7%), de Québec (17,5%) et de l'Outaouais (12,3%). D'importants travaux régionaux conjugués à la reprise du secteur domiciliaire expliquent cette croissance d'activité.

Si l'on étudie le niveau de l'emploi en comptabilisant le nombre de salariés actifs, c'est-à-dire ceux ayant travaillé au moins une heure dans l'industrie au cours de 1983, on trouve 73 226 salariés. Comparativement à 1982, alors qu'une baisse de plus de 17 000 salariés actifs (−18,3%) avait été enregistrée par rapport à 1981, une diminution de 5 134 travailleurs (−6,5%) marque la fin du ralentissement de l'activité.

Cette baisse de l'emploi a touché toute l'industrie mais plus particulièrement les métiers reliés à la construction non domiciliaire. Parmi ceux les plus affectés notons les mécaniciens de machines lourdes (−30,7%), les poseurs de revêtement souple (−16,6%), les monteurs d'acier de structure (−16,6%) et les ferrailleurs (−16,5%). Les métiers pour lesquels on enregistre les diminutions les moins importantes sont surtout reliés à la construction domiciliaire: briqueteur-maçon (−1,5%), charpentier-menuisier (−1,6%), peintre (−4,2%). Le cas des calorifugeurs (−0,9%) est particulièrement lié à un projet de raffinerie dans la région de Québec.

Chez les salariés non qualifiés, certaines occupations ont enregistré une hausse de l'emploi. C'est le cas des foreurs (25,6%), dont l'activité a été importante dans la région de la Côte-Nord, et des manoeuvres spécialisés (2,3%). Toutefois, la majorité n'est pas épargnée par la baisse; en particulier les conducteurs de camion (−32%), les soudeurs (−17,1%), les manoeuvres (−7,4%) et les monteurs de lignes de transport (−2,6%).

Si l'on consulte le tableau T-1 en annexe, on constate que la diminution de l'emploi touche les salariés de presque toutes les régions sauf ceux de la Côte-Nord (+11,7%), de l'Estrie (+3%) et de l'Outaouais (+0,9%). Au nombre des régions les plus touchées par la baisse on remarque, la Mauricie (−11,9%), le Nord-Ouest (−11,3%) et l'Est du Québec (−11%). De plus, la baisse relativement importante du nom-

bre de salariés actifs résidant dans le Grand Montréal, a fait chuter à 54% la part relative de ces salariés par rapport au total de la main-d'oeuvre.

Un dernier indicateur de l'évolution conjoncturelle est celui des heures supplémentaires. En 1983, on enregistre 2,5 millions d'heures supplémentaires comparativement à 3,3 millions en 1982 et 6,4 millions en 1981. Cette diminution de 24% par rapport à l'année dernière coïncide avec la période de récession vécue en 1983 et ce, dans l'ensemble des régions.

Statut professionnel des salariés de la construction

La main-d'oeuvre de l'industrie de la construction se divise en deux grands groupes. Les salariés qualifiés, d'un côté, voient la pratique de leur métier réglementée par la *Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre*[1]. Cette Loi définit notamment la juridiction des métiers, le mode d'admission des candidats et les règles de qualification et de rémunération des apprentis[2]. Ce groupe comprend les compagnons qui détiennent un certificat de qualification ou une attestation d'expérience et les apprentis qui possèdent un carnet d'apprentissage pour l'un de ces métiers.

Les salariés non qualifiés quant à eux, composent un groupe particulier des salariés ne détenant ni certificat de qualification, ni carnet d'apprentissage. L'exercice de certaines occupations leur est réservée. Les emplois communs de production exclusive sont définis dans la *Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction*[3].

Tableau 3-1

Répartition des salariés actifs dans la construction selon la région de domicile et le statut professionnel, 1983

Région	Salarié qualifié			Salarié non qualifié	Total	En %
	Compagnon	Apprenti	Total			
(Grand Montréal)[1]	(23 553)	(5 162)	(28 715)	(10 877)	(39 592)	54,1
Montréal métropolitain	14 504	3 124	17 628	7 049	24 677	33,7
Québec	8 250	1 432	9 682	3 582	13 264	18,1
Autres[2]	20 460	4 345	24 805	10 480	35 285	48,2
Total	**43 214**	**8 901**	**52 115**	**21 111**	**73 226**	**100,0**
En %	**59,0**	**12,2**	**71,2**	**28,8**	**100,0**	

1. Comprend les régions de Montréal, nord de Montréal et sud de Montréal.
2. Comprend l'ensemble de la province sauf les régions de Montréal et Québec.

Source: OCQ, mai 1984

Des 73 226 salariés actifs en 1983, 52 115 sont des salariés qualifiés alors que 21 111 composent le groupe des salariés non qualifiés. La proportion des salariés qualifiés s'est quelque peu accrue relativement à 1982, passant de 70,8% à 71,2%.

En 1983, les compagnons représentent 82,9% de la main-d'oeuvre qualifiée, soit 59% du total des salariés de l'industrie; une légère hausse de 0,8% par rapport à 1982. Comparativement, les apprentis voient leur nombre diminuer et ne composent plus que 12,2% du total des effectifs. Ainsi la structure du groupe des salariés qualifiés s'est peu modifiée en 1983 et confirme les tendances de composition de la main-d'oeuvre dans l'industrie suite à l'entrée en vigueur du Règlement de placement en 1978. Le Règlement a eu peu d'effet sur le nombre des salariés qualifiés et leur moyenne d'heures travaillées: ce groupe avait déjà des conditions d'accès réglementées.

Tableau 3-2

Répartition des salariés qualifiés selon le métier et le statut professionnel, 1983

Métier	Compagnon	Apprenti	Total	Importance relative
Charpentier-menuisier	12 559	2 356	14 915	28,6%
Électricien	6 344	1 663	8 007	15,4%
Tuyauteur	4 838	1 450	6 288	12,1%
Opérateur équipement lourd	3 420	251	3 671	7,0%
Peintre	2 304	554	2 858	5,5%
Briqueteur-maçon	2 088	544	2 632	5,1%
Autres métiers	11 661	2 083	13 744	26,4%
Total	**43 214**	**8 901**	**52 115**	**100,0%**

Source: OCQ, mai 1984

1 L.R.Q., c. F-5.

2 Pour plus de détails, dont la liste des 23 métiers concernés par cette Loi, le lecteur consultera l'annexe I.

3 L.R.Q., c. R-20, r. 5.

La baisse de près de 28% de la proportion relative des apprentis par rapport à l'ensemble des salariés est davantage reliée à la conjoncture qu'à l'adoption du Règlement de placement, étant donné le faible nombre d'apprentis de 1ère année. Toutefois, celui-ci a eu un effet marqué sur les salariés non qualifiés. Leur proportion par rapport au total des effectifs a chuté de plus de 10% depuis 1978 et leur nombre moyen d'heures travaillées s'est accru.

Les légères fluctuations de la composition de la main-d'oeuvre n'ont guère modifié l'importance relative des principaux métiers. Les six plus importants demeurent les charpentiers-menuisiers (28,6%), suivis des électriciens (15,4%), des tuyauteurs (12,1%), des opérateurs d'équipement lourd (7%), des peintres (5,5%) et des briqueteurs-maçons (5,1%). Ces métiers regroupent près de 75% de l'ensemble des salariés qualifiés. Quant au groupe des salariés non qualifiés, les manoeuvres et les manoeuvres spécialisés représentent encore une fois la majeure partie des effectifs avec plus de 59% des effectifs de ce groupe.

Durée du travail

Comme nous l'avons déjà souligné, la caractéristique la plus marquée du marché de l'emploi dans l'industrie de la construction est le caractère temporaire d'une part importante des emplois. Le tableau 3-3 confirme cette assertion.

Tableau 3-3

Répartition des salariés actifs selon le statut professionnel et le niveau d'heures travaillées dans la construction, 1981, 1982, 1983

Statut professionnel	Niveau d'heures						
	Moins de 500	500 à 999	1000 à 1499	1500 à 1999	2000 ou plus	Total	Moyenne annuelle des heures
Compagnons							
• nombre	10 762	11 780	10 482	9 002	1 188	43 214	992
• pourcentage	24,9%	27,3%	24,3%	20,8%	2,7%	100,0%	
Apprentis							
• nombre	2 946	2 877	1 846	1 172	60	8 901	822
• pourcentage	33,1%	32,3%	20,7%	13,2%	0,7%	100,0%	
Autres salariés							
• nombre	7 536	6 044	4 479	2 452	600	21 111	815
• pourcentage	35,7%	28,6%	21,2%	11,6%	2,8%	100,0%	
Total 1983							
• nombre	21 244	20 701	16 807	12 626	1 848	73 226	920
• pourcentage	29,0%	28,3%	23,0%	17,2%	2,5%	100,0%	
Total 1982							
• nombre	23 247	20 244	16 790	15 542	2 537	78 360	944
• pourcentage	29,7%	25,8%	21,4%	19,8%	3,2%	100,0%	
Total 1981							
• nombre	21 930	22 541	22 633	23 687	4 453	95 244	1 065
• pourcentage	23,0%	23,7%	23,8%	24,9%	4,7%	100,0%	

Source: OCQ, mai 1984

Le total des heures travaillées par un salarié durant une année est une bonne mesure de cette caractéristique. Ainsi 21 244 salariés, soit 29% du total de la main-d'oeuvre, ont travaillé moins de 500 heures au cours de 1983. À l'opposé, les salariés ayant travaillé 1 500 heures et plus, c'est-à-dire de façon continue ou quasi continue, composent 19,7% de la main-d'oeuvre de l'industrie. Ainsi 4 salariés actifs sur 5 dans la construction en 1983, ont connu une période de chômage plus ou moins longue.

La moyenne des heures travaillées vient confirmer le caractère temporaire des emplois de l'industrie. En 1983, elle s'établit à 920 heures ce qui correspond à environ six mois de travail à temps plein. Cette moyenne s'apparente à celle de 1982 (945 heures) et poursuit la tendance d'une moins forte diminution de l'emploi que des heures travaillées, amorcée en 1982.

La moyenne d'heures travaillées selon le statut professionnel ne modifie pas l'évolution notée au cours des années passées. Ainsi les compagnons travaillent en moyenne plus d'heures que toutes autres catégories de salariés. Pour 1983, cette moyenne s'établit à 992 heures, soit une baisse de l'ordre de 1% par rapport à 1982 et de 15% par rapport à 1981. Même si les apprentis ont haussé leur moyenne d'heures tra-

vaillées à 822, ce saut de 2% ne compense pas la baisse de près de 9% subie en 1982. Quant à eux, les salariés non qualifiés ont vu leur moyenne passée à 815 heures, une diminution de 8% par rapport à 1982 qui influence la moyenne de l'ensemble de la main-d'oeuvre de l'industrie. Toutefois, la baisse de ce groupe de salariés constitue une preuve tangible de l'efficacité du Règlement de placement puisque, malgré la conjoncture, leur moyenne d'heures travaillées est plus élevée qu'elle ne l'était avant 1978.

Comme par le passé, en 1983 la moyenne des heures travaillées est plus forte chez les salariés domiciliés dans les grandes régions urbaines. Toutefois, l'écart s'est légèrement amoindri si on le compare à celui de 1982. Ainsi, les salariés de la région de Montréal voient leur moyenne s'établir à 1 024 heures en 1983, une baisse de 77 heures par rapport à 1982. Les salariés dont le domicile est dans la région de Québec augmentent leur moyenne à 954 heures en 1983 comparativement à 892 en 1982. Pour ce qui est des salariés des autres régions, ils enregistrent un fléchissement de 15 heures pour une moyenne de 835 heures travaillées.

Tableau 3-4

Répartition des salariés actifs selon le nombre de mois de travail dans l'industrie de la construction, en 1983

Nombre de mois	Nombre de salariés	Moyenne des heures travaillées	Moyenne des salaires	Pourcentage des Salariés	Pourcentage de la masse salariale
1	4 771	59,6	1 057	6,5	0,4
2	4 631	166,1	2 870	6,3	1,1
3	4 796	311,3	5 399	6,5	2,2
4	5 187	438,5	7 582	7,1	3,3
5	5 533	578,7	10 074	7,6	4,7
6	6 040	711,3	12 195	8,2	6,2
7	6 614	846,1	14 429	9,0	8,1
8	6 524	991,0	17 086	8,9	9,5
9	5 928	1 117,2	19 356	8,1	9,7
10	5 449	1 268,0	22 069	7,4	10,2
11	5 341	1 449,0	25 312	7,3	11,5
12	12 412	1 750,1	31 306	17,0	33,0
Total	**73 226**	**920,1**	**16 095**	**100,0**	**100,0**

Source: OCQ, mai 1984

La lecture du tableau 3-4 nous donne une autre indication du caractère temporaire de beaucoup d'emplois dans l'industrie: la répartition des salariés en fonction du nombre de mois de travail en 1983. On y constate notamment que le nombre de salariés ayant été actifs au moins dix mois en 1983 n'est que de 31,7% du total des effectifs. Ainsi, moins du tiers de la main-d'oeuvre se partage plus de la moitié de la masse salariale versée par les entrepreneurs aux salariés de la construction. À l'inverse un peu plus du quart des salariés ont été actifs quatre mois ou moins, ne recueillant que 7% de la masse salariale. On remarquera une stabilité du nombre de ces travailleurs par rapport à 1982 alors qu'on y avait enregistré une nette progression imputable à la forte baisse du volume de l'emploi.

Le caractère temporaire de l'emploi dans l'industrie paraît moins accentué dans la région de Montréal que dans le reste de la province. Ainsi la proportion des salariés ayant travaillé au moins dix mois au cours de 1983 se chiffre à 37% pour ces salariés alors qu'elle s'établit à 24% pour les travailleurs domiciliés à l'extérieur de cette région.

Afin de mieux cerner la non permanence de la plupart des emplois, nous allons étudier plus spécifiquement trois facteurs qui, conjugués, expliquent cette caractéristique. Il s'agit du chômage saisonnier, du chômage interchantier et du roulement des travailleurs.

Le chômage saisonnier

En se basant sur l'emploi et les heures travaillées selon les mois (Annexe II, tableaux 12 et 13), il nous est possible de cerner l'évolution saisonnière de l'activité de construction et ses conséquences en terme de la demande de main-d'oeuvre au cours de l'année. L'examen du nombre d'heures travaillées selon les mois permet de constater la concentration de l'activité au cours des périodes d'été et d'automne. En 1983, des différences appréciables peuvent être notées entre les mois de février et octobre, alors que ce mois d'automne a plus du double des heures travaillées en février. Dans le premier cas, les salariés ont travaillé 35% moins d'heures que la moyenne mensuelle de 5 615 heures et, dans le second cas, ils ont dépassé la moyenne mensuelle d'heures de 38%. La vigueur du secteur domiciliaire, qui s'est manifestée au

deuxième trimestre de 1983, a permis une activité automnale relativement importante. Ainsi, au cours des six mois entre juin et novembre, il s'est effectué plus de 60% du total des heures travaillées en 1983.

Tableau 3-5

Répartition des heures travaillées selon le mois, 1982-1983
(en millions)

Mois	1982			1983		
	Heures régulières	Heures supplémentaires	Heures totales	Heures régulières	Heures supplémentaires	Heures totales
janvier	4,9	0,3	5,2	3,6	0,1	3,7
février	4,9	0,3	5,2	3,6	0,1	3,7
mars	5,0	0,3	5,3	3,9	0,1	4,0
avril	5,1	0,2	5,3	4,7	0,2	4,9
mai	7,2	0,3	7,5	5,3	0,2	5,5
juin	6,4	0,3	6,7	6,2	0,2	6,4
juillet	5,7	0,3	6,0	5,3	0,3	5,6
août	6,8	0,3	7,1	7,0	0,3	7,3
septembre	6,8	0,3	7,1	7,1	0,3	7,4
octobre	7,8	0,3	8,1	7,4	0,3	7,7
novembre	6,1	0,2	6,3	6,0	0,2	6,2
décembre	4,0	0,2	4,2	4,8	0,2	5,0
Total	**70,7**	**3,3**	**74,0**	**64,9**	**2,5**	**67,4**
En %	**95,5**	**4,5**	**100,0**	**96,3**	**3,7**	**100,0**

Source: OCQ, mai 1984

Les salariés ne sont pas touchés de la même façon, la variabilité saisonnière les affectant différemment selon leur statut. La seule caractéristique qui les lie est le mois d'octobre 1983, alors que chaque groupe réalise le plus d'heures. Par contre, le mois de février marque le creux des salariés qualifiés alors qu'il se situe en janvier pour les salariés non qualifiés. Ces derniers sont particulièrement touchés par la variabilité des heures travaillées selon les mois, mesurée par l'écart entre le mois le plus actif et celui le moins actif. Leur représentativité dans le secteur des travaux de génie, dont la saisonnalité est très élevée, explique ce phénomène.

Chez les salariés qualifiés, les apprentis enregistrent les plus fortes variations mensuelles au niveau des heures travaillées: ils sont proportionnellement moins nombreux que les compagnons à se voir engager sur une base permanente. La comparaison des tableaux 12 et 13 permet de constater que les variations mensuelles affectent davantage les apprentis à cause de l'ajustement du niveau d'emploi.

La variabilité saisonnière des activités de construction se perçoit au niveau de chacune des régions (Annexe II, tableaux 14 et 15). Ainsi, la grande région de Montréal présente une activité légèrement plus stable tout au long de l'année, l'écart entre les deux mois extrêmes étant moindre que dans les autres régions. Deux autres régions marquent un écart moins prononcé que l'ensemble des régions (sauf le Grand Montréal); il s'agit du Saguenay-Lac-St-Jean et de la Côte-Nord. La Baie James illustre bien la variabilité saisonnière des travaux de construction, la majeure partie de ceux-ci étant concentrée entre mai et octobre.

Le roulement des salariés

L'industrie de la construction est traditionnellement affectée par un roulement de sa main-d'oeuvre beaucoup plus élevée que dans le cas des autres secteurs industriels. Les taux d'abandon et de nouvelles embauches, que l'on y retrouve, sont plus élevés que partout ailleurs.

Le taux d'abandon en 1983 est la proportion des salariés ayant travaillé en 1982 et n'enregistrant aucune heure en 1983. Il s'élève à 19% c'est-à-dire que près d'un salarié sur cinq a quitté l'industrie en 1983. Le nombre de nouvelles embauches s'établit, pour sa part, à 9 570, soit 12% du total de la main-d'oeuvre active en 1983.

L'examen du tableau 3-6 nous permet de constater que l'adoption du Règlement de placement, en 1978, a permis de diminuer de façon notable le roulement des salariés dans l'industrie. Alors que de 1973 à 1978, le taux d'abandon se chiffrait en moyenne entre 20% et 28%, il passait au cours des années subséquentes à environ 15% du total de la main-d'oeuvre. Plutôt que d'indiquer un retour à la situation du début des années 1970, le taux d'abandon de 19% atteint en 1983 est le reflet de la conjoncture. Par ailleurs, le taux d'adhésion de 12% enregistré cette année est de loin supérieur à celui de 1982 (5,4%) et s'apparente à ceux des années 1980 et 1981.

Le résultat obtenu en ajoutant les taux d'adhésion et d'abandon de 1983, soit 31%, est similaire à celui des années de la période 1979 à 1982. Il est toutefois très inférieur aux résultats d'avant l'adoption du Règlement de placement.

Évidemment, un tel roulement de la main-d'oeuvre n'est pas sans diminuer la moyenne des heures travaillées par l'ensemble des salariés, puisque la majeure partie de ceux qui quittent ou intègrent l'industrie au cours d'une année n'auront travaillé que quelques mois. En prenant pour exemple l'année 1981, si nous considérons les salariés ayant été actifs, non seulement au cours de cette période, mais également au cours de 1980 et 1982, de façon à exclure les arrivées et les départs, la moyenne d'heures travaillées par ces salariés s'établit à 1 336, soit environ 270 heures de plus que la moyenne de l'ensemble des salariés. Ainsi, le phénomène de roulement de la main-d'oeuvre est responsable, à lui seul, d'une baisse de la moyenne des heures travaillées.

On note des différences marqués au plan régional en ce qui concerne les taux d'abandon. En 1983, le taux d'abandon enregistré dans la région du Grand Montréal est de 17%, dans le Nord-Ouest de 27%, dans la Mauricie de 24% et au Saguenay-Lac-St-Jean de 22%. Ces niveaux d'abandon expliquent en partie la chute de la moyenne des heures travaillées dans ces régions.

Tableau 3-6

Mouvement des salariés de la construction, 1974-1983

Salariés actifs en 1974		150 897
départs en 1974	37 795	
nouveaux en 1975	36 577	
Salariés actifs en 1975		149 679
départs en 1975	35 018	
nouveaux en 1976	31 896	
Salariés actifs en 1976		146 557
départs en 1976	36 321	
nouveaux en 1977	28 282	
Salariés actifs en 1977		138 518
départs en 1977	34 307	
nouveaux en 1978	19 656	
Salariés actifs en 1978		123 867
départs en 1978	29 951	
nouveaux en 1979	11 212	
Salariés actifs en 1979		105 128
départs en 1979	18 836	
nouveaux en 1980	11 027	
Salariés actifs en 1980		97 319
départs en 1980	15 367	
nouveaux en 1981	13 292	
Salariés actifs en 1981		95 244
départs en 1981	22 292	
nouveaux en 1982	5 408	
Salariés actifs en 1982		78 360
départs en 1982	14 704	
nouveaux en 1983	9 570	
Salariés actifs en 1983		73 226

Source: OCQ, mai 1984

Tableau 3-7

Répartition des salariés actifs en 1983, selon le nombre d'années consécutives de travail dans la construction

Nombre d'années consécutives d'expérience*	Salarié qualifié		Salarié non-qualifié		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1	5 482	10,5	4 088	19,4	9 570	13,1
2	1 971	3,8	1 101	5,2	3 072	4,2
3	3 114	6,0	1 398	6,6	4 512	6,2
4	2 261	4,3	1 090	5,2	3 351	4,6
5	1 747	3,4	847	4,0	2 594	3,5
6	1 843	3,5	1 143	5,4	2 986	4,1
7	2 467	4,7	1 484	7,0	3 951	5,4
8	2 524	4,8	1 121	5,3	3 645	5,0
9	2 469	4,7	1 163	5,5	3 632	5,0
10	2 654	5,1	1 105	5,2	3 759	5,1
11	2 419	4,6	933	4,4	3 352	4,6
12	2 509	4,8	763	3,6	3 272	4,5
13	20 655	39,6	4 875	23,1	25 530	34,8

* Le salarié ayant travaillé en 1983 se voit accorder 1 an d'expérience, celui ayant travaillé en 1982 et 1983 se voit accorder 2 ans d'expérience, ainsi de suite.
Source: OCQ, mai 1984

Le taux élevé de roulement que connaît l'industrie affecte également la permanence de la main-d'oeuvre. À l'examen du tableau 3-7, nous notons que près de 50%* de tous les salariés ayant oeuvré au sein de l'industrie en 1983, y ont travaillé chaque année depuis au moins dix ans.

La comparaison avec les années antérieures révèle la continuité d'une tendance amorcée en 1981. En effet, la proportion des salariés ayant enregistré au moins une heure pour chacune des dix dernières années est passée de 40,5% en 1981 à 50% en 1983. Il ressort que les salariés les plus expérimentés sont proportionnellement moins nombreux à avoir quitté l'industrie en 1983. Ces statistiques traduisent sans doute le fait, qu'en cas de mises à pied, les employeurs préfèrent congédier leurs salariés les moins expérimentés.

On note toutefois, une différence marquée entre salariés qualifiés et non qualifiés. Les premiers bénéficient d'une plus grande stabilité d'emploi. Alors qu'en 1983, 54% des salariés qualifiés oeuvrent dans l'industrie depuis au moins dix ans, cette proportion est de 36% chez les salariés non qualifiés. Il semble que si le statut de non qualifié constitue parfois une porte d'entrée dans l'industrie, peu de ces salariés y demeure à ce titre.

Tableau 3-8

Répartition des salariés actifs sortis de la construction en 1982 selon le niveau d'heures travaillées en 1982 et le statut professionnel

Statut	Niveau d'heures travaillées en 1982					
	Moins de 500	500 à 999	1000 à 1499	1500 à 1999	2000 ou plus	Total
Compagnons	4 322	1 921	902	355	66	7 566
Apprentis	985	296	131	38	4	1 454
Autres salariés	3 760	1 199	479	211	35	5 684
Total	**9 067**	**3 415**	**1 513**	**604**	**105**	**14 704**
En %	**61,7**	**23,2**	**10,3**	**4,1**	**0,7**	**100,0**

Source: OCQ, mai 1984

Tableau 3-9

Répartition des nouveaux salariés de la construction en 1983 selon le niveau d'heures travaillées en 1983 et le statut professionnel

Statut	Niveau d'heures travaillées en 1983					
	Moins de 500	500 à 999	1000 à 1499	1500 à 1999	2000 ou plus	Total
Compagnons	2 368	1 091	368	83	5	3 915
Apprentis	915	475	132	42	3	1 567
Autres salariés	2 855	923	256	48	6	4 088
Total	**6 138**	**2 489**	**756**	**173**	**14**	**9 570**
En %	**64,1**	**26,0**	**7,9**	**1,8**	**0,2**	**100,0**

Source: OCQ, mai 1984

Le tableau 3-8 présente un portrait des salariés qui ont quitté l'industrie en 1982. Près de 62% des salariés inactifs en 1983 avaient enregistré moins de 500 heures en 1982 alors que, moins de 5% d'entre eux avaient effectué 1 500 heures et plus. On peut donc penser que les abandons de 1983 proviennent surtout des salariés n'ayant pas travaillé sur une base permanente en 1982. Le tableau 3-9 nous renseigne sur les nouveaux arrivants de 1983. Si 64% de ceux-ci ont travaillé moins de 500 heures, seulement 2% ont travaillé de façon continue ou quasi-continue en 1983.

Le marché du travail dans l'industrie de la construction semble donc caractérisé par la présence d'une proportion de salariés plus expérimentés, compagnons pour la plupart, bénéficiant d'une meilleure stabilité d'emploi. À côté, un second groupe, composé de la majorité des salariés, voit son sort lié aux aléas de la conjoncture.

* Ces statistiques sous-estiment quelque peu la véritable proportion des travailleurs d'expérience puisque ceux-ci doivent avoir enregistré au moins une heure chaque année pour figurer dans cette catégorie. Diverses raisons peuvent cependant expliquer l'absence d'un salarié au cours d'une année sans qu'il soit possible de qualifier cette absence de véritable départ (travail à l'extérieur de la province, maladie ou accident du travail, etc.).

Le chômage interchantier

Comme nous l'avons précédemment fait remarquer, l'industrie de la construction est affligée d'un type de chômage qui lui est propre et que l'on nomme chômage intermittent ou interchantier, lequel vient donc s'ajouter au chômage cyclique et saisonnier. Pour un salarié, le fait de travailler 2 mois ou 10 mois ne signifie pas nécessairement avoir gardé un emploi de cette durée. Le salarié, au même titre que l'entrepreneur, est dans l'obligation de se déplacer d'un chantier à l'autre, s'il veut s'assurer du travail au sein de l'industrie. En effet, lorsqu'un chantier ne requiert plus ses services, le salarié doit se mettre à la recherche d'un nouveau chantier à un stade de réalisation qui nécessite l'utilisation de ses qualifications.

Le tableau 3-10 nous donne un aperçu du chômage interchantier. Il nous indique le nombre d'apparitions des salariés actifs en 1983, une apparition étant définie comme une période continue au cours de laquelle le salarié a travaillé au moins une heure à tous les mois composant cette période*.

En 1983, 32% des salariés actifs au cours de l'année ont fait plus d'une apparition. Cette proportion était de 35% l'an dernier. Ces résultats, bien que sous-estimant l'ampleur du phénomène, n'en demeurent pas moins bien supérieurs à ceux des autres secteurs.

Tableau 3-10

Répartition des salariés actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, 1983

Nombre de mois	Nombre de salariés	Salariés selon le nombre d'apparitions* (en %)			
		1	2	3	4 ou +
1	4 771	4 771	—	—	—
2	4 631	3 758	878	—	—
3	4 796	3 476	1 177	143	—
4	5 187	3 330	1 588	244	25
5	5 533	3 275	1 800	415	43
6	6 040	3 341	2 078	537	84
7	6 614	3 839	2 049	628	98
8	6 524	3 752	2 055	606	111
9	5 928	2 976	2 223	657	72
10	5 449	2 460	2 438	551	—
11	5 341	2 144	3 197	—	—
12	12 412	12 412	—	—	—
Total	**73 226**	**49 529**	**19 483**	**3 781**	**433**

* Tous salarié qui a travaillé au moins une heure dans la construction au cours d'un mois donné enregistre une apparition. Par la suite, si après une absence d'un ou plusieurs mois il revient à la construction, il enregistre une seconde apparition et ainsi de suite.
Source: OCQ, mai 1984

Les compagnons et les apprentis sont davantage touchés par ce type de chômage (Annexe II, tableaux 20 à 22). Plus de 35% des apprentis ont fait au moins deux apparitions dans l'industrie en 1983 et cette proportion est du même ordre chez les compagnons. Contrairement à toute attente, ce sont les salariés non qualifiés qui apparaissent les moins affectés par ce type chômage. Quoique le caractère saisonnier du travail de ces salariés réduit l'étalement au cours de l'année donc la probabilité de plus d'une apparition, il n'en demeure pas moins que pour une durée égale en termes de nombre de mois de travail, les salariés non qualifiés composent le groupe le moins touché par ce type de chômage. Signalons en terminant, que la proportion des salariés ayant enregistré plus d'une apparition dans l'industrie au cours de 1983 a légèrement chuté par rapport à 1982.

* Pour être enregistré, la période de chômage doit être d'une durée minimale d'un mois.

Mobilité de la main-d'oeuvre

En plus de la mobilité interchantier, le salarié de la construction doit fréquemment changer d'employeur et même de région de travail afin de s'assurer une permanence au sein de l'industrie. Nous allons donc mieux définir les mobilités interemployeur et géographique des salariés en 1983.

Mobilité géographique

Malgré la mobilité élevée des salariés de l'industrie, près de 56% d'entre eux ne travaillent que dans leur propre région de domicile. Environ la moitié des salariés qui doivent travailler une partie de l'année à

l'extérieur de leur région de domicile, enregistre la totalité de leurs heures dans d'autres régions que la leur.

Cependant, la mobilité géographique varie selon le statut professionnel du salarié. Ainsi, ce sont les apprentis qui oeuvrent le plus dans leur région de domicile, soit 61%, tandis que cette proportion est de 56% pour les compagnons. Les salariés non qualifiés sont les plus mobiles avec 53% de leur population travaillant exclusivement dans leur région de domicile. La différence entre salariés qualifiés (17%) et salariés non qualifiés (22%) dont le lieu du travail se situe uniquement à l'extérieur de leur région, s'explique par la présence du deuxième groupe dans le secteur des travaux de génie.

Tableau 3-11

Répartition des salariés actifs et salaire annuel moyen selon le statut professionnel et le lieu de travail, 1983

Statut	Nombre de salariés			Salaire annuel moyen		
	Lieu de travail			Lieu de travail		
	Région de domicile exclusivement	Région de domicile et autres	Autres régions seulement	Région de domicile exclusivement	Région de domicile et autres	Autres régions seulement
Compagnons	24 062	11 455	7 707	17 575	19 436	19 222
Apprentis	5 428	2 062	1 411	10 670	13 383	11 470
Autres salariés	11 312	5 179	4 620	12 083	16 154	14 148
Total	**40 802**	**18 686**	**13 738**	**15 134**	**17 858**	**16 720**

Source: OCQ, mai 1984

Le salaire annuel moyen établi en fonction du lieu de travail permet de constater que les salariés oeuvrant à l'extérieur de leur région de domicile bénéficient d'un salaire supérieur à ceux ne travaillant que dans leur région. Ainsi sur l'ensemble des salariés, on note une augmentation de 2 242 $ sur le salaire moyen du salarié travaillant à l'extérieur de sa région. Il y aurait donc une relation positive entre la mobilité géographique et le revenu annuel moyen des salariés.

La mobilité des salariés est également fonction du métier qu'ils exercent (Annexe II, tableau 24). Les grands travaux industriels et de génie, soit parce qu'ils requièrent des travailleurs davantage spécialisés ou, soit parce qu'ils sont situés loin des centres urbains, feront appel à une main-d'oeuvre plus mobile. Par contre, le secteur résidentiel, de par sa structure et sa localisation, recrute localement sa main-d'oeuvre, réduisant d'autant les mouvements interrégionaux des salariés de ce secteur. Ainsi, près de 70% des briqueteurs-maçons et 60% des peintres ne travaillent qu'à l'intérieur de leur région de domicile comparativement à 12% des monteurs de lignes de transport.

Le tableau 25 de l'Annexe II dresse un bilan des mouvements de main-d'oeuvre d'une région à l'autre. On y constate qu'exception faite du Montréal métropolitain et bien sûr de la Baie James, chacune des régions recrute la majorité de sa main-d'oeuvre sur son territoire. Une fraction importante des salariés travaillant dans le Montréal métropolitain proviennent des régions sud (48%) et nord (58%) de Montréal. Malgré la baisse importante d'activité à la Baie James, cette région est une source d'emploi pour les salariés de certaines régions. Ainsi, près de 20% des heures enregistrées par les salariés résidant dans l'Est du Québec ont été effectuées sur ce chantier. De même la région de Québec fournit 27% des heures travaillées à la Baie James et, de ce fait, est la source la plus importante de travailleurs sur ce chantier.

Mobilité interemployeur

La durée du travail d'un salarié est souvent tributaire de la durée d'un chantier. Ainsi son travail terminé sur un chantier, le salarié est amené à se trouver du travail auprès d'un nouvel employeur. En 1983, le nombre de salariés ayant travaillé pour plus d'un entrepreneur s'est élevé à 24 576, soit près de 34% du total des effectifs. (Annexe II, tableau 26)

Tout comme les années précédentes, les salariés qualifiés (35%) ont été légèrement plus mobiles en 1983 que les salariés non qualifiés (30%). Toutefois, si l'on différencie selon le niveau d'heures travaillées, il appert que 29% des salariés qualifiés et 18% des salariés non qualifiés ayant effectué moins de 500 heures au cours de 1983, l'ont fait auprès de plus d'un employeur.

Il est possible d'établir une relation positive entre le revenu annuel d'un salarié ayant réalisé moins de 500 heures et le nombre d'employeurs pour lesquels il a travaillé. Cependant, cette relation ne tient pas pour les salariés dont le nombre d'heures effectuées en 1983 est supérieur à 500 et ce, quel que soit le statut du salarié.

Salaires et avantages sociaux

Salaires

L'on veut ici décrire de façon détaillée les salaires versés aux travailleurs de l'industrie de la construction en 1983, ainsi que les avantages sociaux dont ils bénéficient.

La masse salariale[1] versée aux salariés de la construction assujettis au décret s'est élevée à 1 181 millions $ en 1983. Ce montant ne représente qu'une hausse de 1% comparativement à 1982 alors que la masse salariale atteignait 1 172 millions $. Le salaire moyen annuel est passé de 14 956 $ en 1982 à 16 127 $ pour l'année 1983. Cette augmentation de 8% est due en grande partie à la hausse des salaires de 10% accordée en mai 1983. En effet, l'écart entre la diminution de l'emploi (7%) et les heures travaillées (9%) dans l'industrie ne peut justifier cette augmentation.

En 1983, la hausse du salaire moyen n'est toutefois pas uniforme pour tous les statuts professionnels. Ainsi, ce sont les apprentis qui enregistrent la hausse la plus forte, soit 12,3%. Leur salaire moyen est passé de 10 172 $ en 1982 à 11 425 $ en 1983. Au niveau des salariés non qualifiés l'augmentation n'a été que de 1,8% avec une moyenne salariale de 13 292 $ en 1982 contre 13 534 $ en 1983.

Tableau 3-12

Répartition des salariés actifs et salaire annuel moyen selon le statut professionnel et le nombre d'heures travaillées dans la construction, 1983

Statut	Nombre de salariés			Salaire annuel moyen		
	− de 500 heures	+ de 500 heures	Total	− de 500 heures	+ de 500 heures	Total
Compagnons	10 762	32 452	43 214	4 503	22 958	18 362
Apprentis	2 946	5 955	8 901	3 429	15 381	11 425
Autres salariés	7 536	13 575	21 111	3 394	19 163	13 534
Total	**21 244**	**51 982**	**73 226**	**3 960**	**21 099**	**16 127**

Source: OCQ, mai 1984

En ne considérant que les salariés ayant effectué plus de 500 heures de travail, on constate une augmentation de 8% tant chez les compagnons (21 256 $ à 22 958 $) que chez les apprentis (14 276 $ à 15 381 $). Les salariés non qualifiés de cette catégorie n'ont enregistré qu'une faible hausse (2%) de leur moyenne salariale.

Il faut par contre se méfier de la moyenne salariale puisque beaucoup de salariés effectuent peu d'heures au cours d'une année, si bien que les moyennes salariales correspondant aux différents statuts professionnels ne rendent pas une image fidèle de la réalité. Ainsi, même si le revenu moyen se situe à 18 362 $ chez les compagnons en 1983, près de 30% d'entre eux ont un salaire inférieur à 10 000 $ et 37% un salaire supérieur à 22 000 $. Il en va de même pour les apprentis alors que 30% ont un salaire inférieur à 6 000 $ et 20% gagnent plus de 18 000 $.

Parmi tous les salariés oeuvrant dans l'industrie de la construction, ce sont les compagnons mécaniciens d'ascenseur et mécaniciens de machineries lourdes qui reçoivent les revenus annuels moyens les plus élevés avec respectivement 33 801 $ et 28 135 $ en 1983. C'est d'ailleurs parmi ces deux groupes que la moyenne des heures travaillées est la plus élevée (mécanicien d'ascenseur 1 545 heures, mécanicien de machineries lourdes avec 1 298 heures). Suivent ensuite les compagnons calorifugeur et tuyauteur, lesquels réalisent des gains de 24 098 $ et 23 601 $ respectivement. À l'opposé, les compagnons inscrivant les moyennes salariales les plus basses sont les ferrailleurs (12 232 $) et les poseurs de revêtement souple (12 869 $). Finalement, chez les apprentis, la distribution des moyennes salariales observée s'apparente à celle des compagnons, les salaires étant reliés entre eux; de façon générale, le salaire moyen des apprentis correspond à 60% de celui des compagnons du même métier.

Selon le taux horaire stipulé dans le décret de la construction, ce sont les compagnons mécaniciens d'ascenseur qui bénéficient du taux de salaire horaire le plus élevé soit, 19,06 $ depuis le 1er mai 1983. Suivent ensuite les tuyauteurs, frigoristes, chaudronniers, monteurs d'acier de structure, ferblantiers, électriciens et les mécaniciens de chantier avec un taux horaire de 17,03 $. Chez les salariés non qualifiés, ce taux est de 12,71 $ pour les manoeuvres et 13,92 $ pour les manoeuvres spécialisés.

1 Rappelons que les montants des salaires rapportés dans cette analyse comprennent aussi les indemnités de congés de même que les différentes primes prévues au décret, à l'exception des frais de déplacement; toutes les autres sources de revenu, tels les avantages sociaux, les prestations d'assurance chômage et les gains hors de la construction sont donc exlcus.

Tableau 3-13

Salaire annuel moyen des salariés actifs dans la construction selon l'âge et le statut professionnel, 1983

	Salaire annuel moyen				Nombre de salariés	
	Compagnons	Apprentis	Autres	Total	Effectifs	%
Moins de 20 ans	*	7 005	5 081	6 516	1 112	1,5
20 - 24 ans	19 453	12 008	8 761	11 984	5 662	7,7
25 - 29 ans	18 945	12 351	11 693	14 829	10 005	13,7
30 - 34 ans	18 837	10 655	13 177	16 297	10 965	14,9
35 - 39 ans	19 345	11 535	14 887	17 707	11 008	15,0
30 - 44 ans	19 645	11 697	15 782	18 391	10 129	13,8
45 - 49 ans	19 021	11 831	15 814	18 007	8 908	12,2
50 - 54 ans	17 693	10 958	15 004	16 901	7 653	10,5
55 - 59 ans	15 195	9 471	13 391	14 689	5 318	7,3
60 - 64 ans	12 697	10 031	11 273	12 314	2 260	3,1
65 ou plus	9 650	*	6 288	8 741	206	0,3
Total	**18 361**	**11 425**	**13 533**	**16 126**	**73 226**	**100,0**

* La moyenne n'est pas représentative à cause du nombre trop faible des effectifs.
Source: OCQ, mai 1984

Si l'on considère l'ensemble des salariés, le gain horaire moyen, calculé comme le rapport de la masse salariale sur le nombre d'heures[1], s'établit en 1983 à 17,53 $ en hausse de 10,7% par rapport à 1982.

L'examen de la relation entre l'âge et le niveau salarial (tableau 3-13) démontre que, globalement, le salaire moyen progresse avec l'âge pour culminer entre 35 et 39 ans et décroît par la suite. Si cette relation est vérifiée chez les salariés non qualifiés, le point culminant se situe toutefois entre 40 et 44 ans. Chez les compagnons, la distribution diffère: le salaire moyen est relativement stable (aux alentours de 19 000 $) entre 20 et 50 ans pour s'affaiser par la suite à 9 650 $ chez les 65 et plus. Chez les apprentis, les individus âgés entre 20 et 29 ans inscrivent les moyennes salariales les plus élevées.

Avantages sociaux

Outre les clauses à incidences monétaires que nous venons d'énumérer, les salariés de l'industrie de la construction bénéficient d'un régime d'avantages sociaux. En effet, la *Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction* prévoit un décret devant contenir entre autres, des dispositions relatives à un régime complémentaire de sécurité sociale. Concrètement, le régime complémentaire de sécurité sociale se présente sous trois formes dans l'industrie: un régime d'assurance collective, un régime supplémentaire de rentes et un certain nombre de congés annuels. De plus, ces régimes ont la spécificité d'être universels, obligatoires et transférables d'un employeur à l'autre et sont administrés par l'OCQ.

Globalement, en 1983, une somme de 170,9 millions $ a été recueillie par l'Office pour offrir aux salariés ces divers avantages sociaux.

Congés annuels et jours fériés chômés

Comme par le passé, en 1983 les congés annuels obligatoires[2] se répartissent sur deux périodes; une première durant l'été comprenant les deux dernières semaines civiles complètes du mois de juillet et une deuxième période englobant la fête de Noël et le Jour de l'an. Les jours fériés chômés sont au nombre de cinq.

Dans l'industrie de la construction les montants alloués pour les congés annuels obligatoires et les jours fériés chômés correspondent à un pourcentage du salaire gagné par le salarié. Ainsi, à la fin de chaque semaine, l'employeur doit créditer à chacun de ses salariés un montant égal à 10% du salaire soit, 6% pour les indemnités de vacances et 4% pour les indemnités des jours fériés chômés.

Tableau 3-14

Montant et nombre de chèques émis pour les congés annuels en 1982 et 1983

Période	1982	1983
Juillet		
Nombre de chèques	94 774	78 387
Montant	115 440 697 $	85 150 224 $
Décembre		
Nombre de chèques	57 265	47 905
Montant	29 658 103 $	25 379 119 $
Total		
Nombre de chèques	152 039	126 292
Montant	145 098 800 $	110 529 363 $

Source: OCQ, mai 1984

1 Ce taux horaire moyen comprend cependant les primes et les vacances, au contraire des taux de salaire horaire dont il est question plus haut.

2 Il existe plusieurs exceptions, qui sont prévues à la section du décret de la construction (C.R.-20, r.5.).

Les montants sont recueillis et administrés par l'OCQ qui les remet aux travailleurs lors des périodes de congés. Tel qu'indiqué au tableau 3-14, les montants remis aux travailleurs en 1983 totalisent 110 millions $ comparativement à 145 millions pour l'année 1982.

Régime d'assurance collective

Le régime d'assurance collective de l'industrie de la construction est composé de trois types d'assurance, soit l'assurance-vie, l'assurance-salaire et l'assurance-maladie.

En 1983, certains changements sont venus modifier ces régimes. Tout d'abord, le remplacement de la rente de survie par une hausse des montants forfaitaires. Les nouveaux alloués sont de 7 000 $ s'il n'y a aucun survivant admissible et de 16 000 $ dans le cas de survivants admissibles. En second lieu, les prestations pour invalidité de courte durée et de longue durée ont été augmentées respectivement de 250 $ à 300 $ par semaine et de 750 $ à 800 $ par mois.

Au niveau administratif, l'année 1983 aura connu un changement de compagnie d'assurance. Suite à des appels d'offre, la compagnie Assurance-vie Desjardins s'est vue attribuer le contrat. Le régime est toutefois demeuré un régime de « services administratifs seulement » c'est-à-dire que l'OCQ rembourse à la compagnie d'assurance les montants des réclamations. Notons que le régime est assuré contre un excédent de pertes.

Le coût des trois régimes d'assurance est à la charge de l'employeur. Il a subit une augmentation de 0,05 $ en 1983 pour établir la contribution à 0,245 $[1] par heure travaillée à partir du mois de juin. Le montant total des contributions pour le régime d'assurance s'élève à 17,6 millions $. Si on ajoute les revenus de placement ainsi que les cotisations volontaires et supplémentaires des salariés, le montant passe à 23,8 millions $.

Si l'on s'attarde maintenant aux prestations versées en 1983, on constate une augmentation de 14,7% comparativement à l'année dernière et ceci en dépit d'une diminution de 24% du nombre moyen d'assurés entre 1982 et 1983. L'augmentation des prestations est due en totalité au niveau des réclamations relatives au régime d'assurance-maladie et d'assurance-salaire (rente hebdomadaire). Plusieurs facteurs peuvent être mis de l'avant pour expliquer cette hausse, soit le phénomène d'anti-sélection la formation des A.S., la conjoncture économique, le vieillissement de la population et les pratiques différentes du nouvel assureur.

Tableau 3-15

Montant des réclamations pour les divers types d'assurance en 1982 et 1983 (régime de base)[1]

Type	1982	1983
Assurance-vie	2 557 050 $	2 413 149 $
Assurance-maladie	7 597 170	9 167 677
Assurance-salaire indemnités hebdomadaires	5 802 805	7 502 285
Assurance-salaire rente mensuelle	1 818 332	1 320 946
Total	**17 775 357 $**	**20 404 057 $**

1 En 1983, les électriciens ont réclamé 77 894 $ de leur régime supplémentaire d'assurance.

Source: OCQ, mai 1984

Régime supplémentaire de rentes

Le coût du régime supplémentaire est assumé tant par les employeurs que par les salariés. Le taux de contribution par heure travaillée en 1983 est de 0,30 $ pour les employés et de 0,305 $ pour les employeurs. Le compte général, qui reçoit ces sommes, totalise un montant de 43,6 millions $ en 1983. Les contributions au régime complémentaire se sont élevées à 7,3 millions $ et sont versées dans un compte complémentaire à la Caisse de Dépôt et de Placement du Québec.

Tableau 3-16

Montant et nombre de réclamations relatifs au régime supplémentaire de rentes pour les années 1982 et 1983 (régime de base)

Type	1982 Nombre	1982 $ (millions)	1983 Nombre	1983 $ (millions)
Prestations mensuelles de rente	14 769	27,4	19 166	43,8
Montants forfaitaires	11 697	10,3	13 863	26,2

Source: OCQ, mai 1984

Le nombre de prestataires de rentes mensuelles a augmenté de 28% en 1983 comparativement à l'année 1982. Parallèlement, le total des prestations mensuelles est passé de 27,4 millions $ à 43,8 millions $ en 1983. Au niveau des montants forfaitaires, on note une augmentation de 18% du nombre de prestations alors que les montants ont subi conjointement une hausse de 153%. Spécifions en terminant que l'actif de la Caisse de retraite est de 1,3 milliard $ à la fin de 1983 et que les revenus de placement à cette même date s'élève à 170,9 millions $.

1 Cette contribution ne s'applique pas aux mécaniciens d'ascenseur, membres de la Canadian Elevator Industry Welfare et de la Canadian Elevator Industry Pension Plan, puisqu'ils participent à un régime pancanadien.

L'âge des salariés

L'âge moyen des salariés de la construction a légèrement diminué en 1983 pour se situer à 39,2 ans comparativement à 39,7 ans en 1982. Cette caractéristique de la main-d'oeuvre se retrouve au même niveau qu'en 1981, tout en n'affectant pas le phénomène du vieillissement amorcé depuis quelques années. En effet, en 1978, 45% des salariés étaient âgés de moins de 35 ans comparativement à 43% en 1980, 42% en 1981, 39% en 1982 et 38% en 1983. De même, la proportion des salariés âgés de plus de 50 ans est passée de 18% en 1979 à 21% en 1983.

Ce phénomène du vieillissement de la main-d'oeuvre dans l'industrie est attribuable à trois causes différentes. D'une part, la conjoncture difficile des dernières années a diminué de façon sensible le rythme des nouveaux arrivants dans l'industrie. Il y a donc moins de jeunes qui intègrent chaque année l'industrie. De plus, le rythme des départs s'est accru sensiblement en 1982, toujours en raison des difficultés qu'a connues l'industrie et est demeuré élevé en 1983. Or, les départs ont été proportionnellement plus nombreux chez les salariés moins expérimentés, donc plus jeunes. À cela s'ajoute, finalement, les effets du Règlement de placement dont certaines dispositions favorisent les salariés plus âgés.

Comme on peut s'y attendre, l'âge moyen des salariés varie de façon importante en fonction de leur statut professionnel (Annexe II, tableau 28). Ainsi, on retrouve chez les plus de 50 ans plus du quart des compagnons, 20% des salariés non qualifiés et à peine un peu plus de 1% des apprentis. Ces derniers sont par contre majoritaires dans les classes d'âge les plus jeunes: 76% ont moins de 30 ans comparativement à 25% pour les salariés non qualifiés et 11% seulement des compagnons.

Ces statistiques permettent de confirmer que la baisse de la proportion des apprentis, constatée précédemment, a largement contribué à l'augmentation de l'âge moyen des salariés. Nul doute qu'une nouvelle phase de croissance de l'industrie contribuera à augmenter la proportion de ces salariés, pour diminuer, par le fait même, l'âge moyen de l'ensemble des salariés.

Conclusion

Les données recueillies par l'OCQ ont permis de tracer un portrait fiable des principales caractéristiques de l'industrie québécoise de la construction.

L'examen des indicateurs économiques a mis en évidence la faiblesse du niveau d'activité en 1983. La vigueur de la reprise dans le secteur du bâtiment domiciliaire aura toutefois empêché l'industrie de la construction de connaître une autre baisse draconienne de l'activité et de se maintenir au niveau de 1982.

Nous avons pu également constater une légère hausse du nombre total d'entreprises actives dans l'industrie en 1983 et ce, malgré la baisse de l'activité. Celle-ci s'est donc accompagnée d'une diminution de la taille des entreprises. En effet, le nombre moyen de salariés à l'emploi des entrepreneurs en construction diminue de 10% en 1983 et s'établit à 4,3 salariés. Le dynamisme du secteur domiciliaire, où les entreprises sont plus petites, explique cette évolution.

Quant aux principales caractéristiques des salariés, elles se distinguent peu de celles observées en 1982. Toutefois, le roulement de main-d'oeuvre s'est ralenti en 1983 tout en poursuivant la tendance amorcée sur le niveau d'expérience élevé des salariés, phénomène conséquent au Règlement de placement. Finalement, le vieillissement de la population active s'accentue quelque peu.

La Section recherche demeure accessible à tous ceux se préoccupant de l'industrie de la construction. De plus, pour ceux intéressés à suivre l'activité tout au cours de l'année, nous les invitons à consulter la *Revue de l'activité*, publiée trimestriellement.

annexes

Annexe I

Sources et définitions

A- Le recensement permanent des salariés et des employeurs est alimenté par trois sources principales:

1. les registres de l'Office de la construction du Québec sur l'identification des salariés et des employeurs de la construction;
2. les rapports mensuels des employeurs à l'Office;
3. les dossiers du ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu pour les salariés dont le métier est couvert par le Règlement numéro 1 édicté en application de la *Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre.*

B- Définition des principaux termes employés:

1. Construction

Nous nous en tenons à la définition donnée à l'article 1 de la *Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction*[1] et des règlements qui en découlent, c'est-à-dire:

« les travaux de fondation, d'érection, d'entretien, de rénovation, de réparation, de modification et de démolition de bâtiments, et d'ouvrage de génie civil, exécutés sur les lieux mêmes du chantier et à pied d'oeuvre, y compris les travaux préalables d'aménagement du sol ».

« En outre, le mot « construction » comprend l'installation, la réparation et l'entretien de machinerie et d'équipement, le travail exécuté en partie sur les lieux mêmes du chantier et en partie en atelier, le déménagement de bâtiments, les déplacements des salariés, le dragage, le gazonnement, la coupe et l'émondage des arbres et arbustes ainsi que l'aménagement de terrains de golf, mais uniquement dans les cas déterminés par règlement ».

Toutefois, la construction ne comprend pas:

« 1. (les) exploitations agricoles;
2. (les) travaux d'entretien et de réparation exécutés par des salariés permanents embauchés directement par un employeur autre qu'un employeur professionnel;
3. (les) travaux de construction de canalisation d'eau, d'égoûts, de pavages et de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés par les salariés des communautés urbaines ou régionales et des corporations municipales;
4. (les) travaux de construction qui se rattachent directement à l'exploration ou à l'exploitation d'une mine et qui sont exécutés par les salariés des entreprises minières;
5. (les) travaux de construction qui se rattachent directement à l'exploitation de la forêt qui sont exécutés par les salariés des entreprises d'exploitation forestière;
6. (les) travaux de construction de lignes de transport de force exécutés par les salariés de la Commission hydro-électrique du Québec;
7. (les) travaux de pose ou de montage du verre plat;
8. (les) travaux d'entretien, de rénovation, de réparation et de modification exécutés par des salariés permanents embauchés directement par les commissions scolaires, les collèges et les établissements publics visés dans la Loi sur les services de santé et les services sociaux;
9. (les) travaux de montage, de réparation et d'entretien de machinerie de bâtiments ainsi que l'installation, le montage, la réparation et l'entretien de machinerie de production à moins qu'ils ne soient effectués par des salariés de la construction à l'emploi d'employeurs professionnels. »

De plus, la *Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction* n'assujettit pas l'artisan qui exécute des travaux de construction aux fins personnelles autres que commerciales et industrielles d'une personne physique; il en est de même de la construction en usine et des travaux exécutés par les Indiens sur leurs réserves.

2. Salarié

« Tout apprenti, manoeuvre, ouvrier non spécialisé, ouvrier qualifié, compagnon ou commis, qui travaille pour un employeur et qui a droit à un salaire[2] ».

3. Artisan

« Une personne physique faisant affaires pour son propre compte, qui exécute elle-même, pour autrui et sans l'aide de salariés, des travaux de construction[2] ».

4. Employeur

« Quiconque, y compris le gouvernement du Québec, fait exécuter un travail par un salarié[2] ».

1 L.R.Q., c. R-20, Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

2 R.R.Q. 1981, c. R-20, art. 1

5. Rapport mensuel

Tout employeur régi par la *Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction* et par tout règlement et décret qui en découlent doit s'enregistrer à l'Office de la construction du Québec et produire mensuellement un rapport de ses activités.[3]

6. L'apprenti

Tout salarié en cours d'apprentissage dans l'un des 23 métiers réglementés par la *Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre*[4]. L'apprentissage d'un de ces métiers est obligatoire pour celui qui veut le pratiquer et qui ne détient pas le certificat de qualification du métier ou l'équivalent. La loi[5] définit, entre autres, les modes d'admission des candidats, les règles de qualification et la rémunération des apprentis. Avec les compagnons (ceux qui détiennent un certificat ou une attestation d'expérience), les apprentis forment le groupe qu'il est convenu d'appeler les salariés qualifiés.

7. Salarié qualifié

Tout salarié qui détient un certificat de qualification (compagnon) ou une attestation d'expérience (compagnon) ou encore un carnet d'apprentissage (apprenti), pour un des 23 métiers (voir plus loin la liste de ces métiers) de l'industrie de la construction, dont l'exercice est réglementé par la *Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre*. Cette définition juridique ne signifie donc pas que celui qui exerce un métier non régi par la loi est non spécialisé. En ce sens, l'expression « salarié non qualifié » traduit mal le statut professionnel de ces travailleurs.

8. Salarié non qualifié

Tout autre salarié de la construction que le salarié qualifié (voir définition au paragraphe 7). Comprend notamment les salariés (manoeuvres, manoeuvres spécialisés, conducteurs de camions, etc.) qui occupent un des emplois communs ou particuliers à l'industrie de la construction.

9. Salaires

Tous les salaires rapportés dans cette analyse comprennent la rémunération des heures régulières et supplémentaires selon les taux du décret, les primes s'il y a lieu, ainsi que les indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés. En 1983, ces indemnités représentaient 10% des salaires gagnés (art. 20.06 du décret).

10. Heures travaillées

Toutes les heures apparaissant au(x) rapport(s) mensuel(s) d'un employeur enregistré à l'OCQ et pour lesquelles un montant de salaire a été rapporté.

11. Métier et/ou emploi travaillé

Pour les fins de notre étude, toutes les heures travaillées et les gains sont compilés de la façon suivante lorsque le salarié a travaillé dans plus d'un métier et/ou emploi;

- dans le métier exigeant une qualification s'il a travaillé à la fois dans un métier et un emploi;
- dans le métier regroupant le plus grand nombre d'heures, s'il a travaillé dans plus d'un métier;
- dans le métier pour lequel le taux de salaire est plus élevé, s'il a travaillé le même nombre d'heures dans plus d'un métier;
- dans l'emploi pour lequel le taux de salaire est le plus élevé, s'il a travaillé le même nombre d'heures dans plus d'un emploi.

12. Manoeuvre (journalier)

Toute personne qui exécute des travaux qui ne sont pas du ressort des travailleurs qualifiés de métiers, des apprentis, des travailleurs détenant une classification ou des manoeuvres spécialisés[6].

13. Manoeuvre spécialisé

Toute personne qui, entre autres,

a) exécute divers travaux relatifs aux métiers de la truelle, tels que:
- le malaxage manuel ou mécanisé des ciments et des mortiers;
- le sciage à l'aide de la scie à maçonnerie;
- le montage et le démontage des échafaudages préfabriqués;
- la remise des matériaux nécessaires aux salariés spécialisés de ces métiers;
- l'exécution de différents travaux de nettoyage dans l'exercice de ses fonctions;

b) est affectée au chargement, au déchargement et à la manutention du ciment en vrac et en sac;

c) opère une bouilloire portative pour fondre les bitumes devant servir de mordant, d'isolant ou d'imperméabilisation;

d) opère les foreuses du marteau pneumatique ou mécanique;

e) râcle des matériaux bitumineux pour la construction et la réparation des pavages;

3 R.R.Q. 1981, c. R-20, r. 16

4 L.R.Q., c. F-5, Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'oeuvre.

5 Ici, nous faisons référence au Règlement numéro 3 édicté dans le cadre de cette loi.

6 Décret relatif à l'industrie de la construction dans la province de Québec, R.R.Q. 1981, c. R-20, r. 5, annexe B.

f) est responsable de la mise en marche et du contrôle d'une unité (élément) de chauffage fixe et/ou mobile pour le séchage des agrégats ou le chauffage de l'asphalte;

g) opère toute unité de chauffage pour laquelle un certificat n'est pas nécessaire;

h) place le béton à l'aide d'un vibrateur;

i) opère une balance à plateforme pour la pesée des chargements de camion;

j) pose des isolants rigides ou semi-rigides sauf dans les cas où ces isolants sont nécessaires pour les couvertures, la tuyauterie et les conduits, ainsi qu'à l'intérieur des murs et des cavités de maçonnerie;

k) pose le calfat[7].

14. Région de domicile

Toutes les statistiques, sauf indication contraire, sont basées sur la dernière région de domicile ou lieu de résidence connu des salariés. Voir l'annexe IV pour la définition des régions.

15. Arrondissement

À cause de l'arrondissement des données, il se peut que la somme des pourcentages ne soit pas toujours égale à 100%.

16. Nombre de périodes d'apprentissage et proportion apprenti-compagnon selon les métiers[8]

Métiers	Nombre de périodes (1 période = 2 000 h)	Proportion apprenti-compagnon
Charpentier-menuisier	3	1-5
Poseur de systèmes intérieurs	3	1-5
Grutier	1	1-1
Opérateur de pelles mécaniques	1	1-1
Opérateur d'équipement lourd	1	1-2
Mécanicien de machines lourdes	3	1-1
Monteur d'acier de structure	2	1-5
Chaudronnier	3	1-5
Serrurier de bâtiment	2	1-5
Ferrailleur	1	1-5
Ferblantier	3	1-2
Couvreur	1	1-4
Peintre	3	1-5
Poseur de revêtements souples	1	1-2
Calorifugeur	3	1-5
Plâtrier	3	1-5
Cimentier-applicateur	2	1-5
Briqueteur-maçon	3	1-5
Carreleur	3	1-5
Mécanicien de chantier	3	1-5
Électricien	4	1-5
Tuyauteur	4	1-2
Mécanicien d'ascenseur	5	1-1

17. Salaire de l'apprenti

Le taux de salaire de l'apprenti tels qu'apparaissant dans le Règlement numéro 3 de la *Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre*, sont définis par rapport à celui du travailleur qualifié. Ce sont:

Durée totale	Période				
	1ère	2e	3e	4e	5e
5 périodes	50%	60%	70%	85%	85%
4 périodes	50%	60%	70%	85%	—
3 périodes	60%	70%	85%	—	—
2 périodes	70%	85%	—	—	—
1 période	85%	—	—	—	—

7 Décret relatif à l'industrie de la construction dans la province de Québec, R.R.Q. 1981, c. R-20, r. 5, annexe B.

8 C.R.Q., c. F-5, r. 3, annexe B.

Annexe II

Tableaux statistiques

T-1 Nombre de salariés actifs dans la construction selon la région de domicile, 1974-1983

T-2 Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction, selon les régions de domicile, 1974-1983

T-3 Salaires versés aux salariés de la construction selon les régions de domicile, 1974-1983

T-4 Nombre de salariés actifs dans l'industrie de la construction selon les sous-régions de domicile, 1980-1983

T-5 Nombre d'heures travaillées par les salariés de l'industrie de la construction selon les sous-régions de domicile, 1980-1983

T-6 Nombre de salariés actifs dans la construction selon le mois, 1974-1983

T-7 Nombre d'heures travaillées dans la construction selon le mois, 1974-1983

T-8 Salaires versés dans la construction selon le mois, 1974-1983

T-9 Répartition des salariés actifs dans la construction selon les régions de domicile et le statut professionnel, 1983

T-10 Répartition des salariés qualifiés de la construction, selon le métier, le statut professionnel, la moyenne des heures travaillées et le salaire annuel moyen, 1983

T-11 Nombre de salariés qualifiés actifs dans la construction par métier et par région de domicile, 1983

T-12 I- Nombre de salariés actifs dans la construction, selon le mois et le statut professionnel, 1983

II- Indice des variations saisonnières de l'emploi selon le statut professionnel, 1983

T-13 I- Nombre d'heures travaillées dans la construction selon les mois et le statut professionnel, 1983

II- Indice des variations saisonnières des heures travaillées selon le statut professionnel, 1983

T-14 Nombre de salariés actifs dans la construction selon le mois et les régions de domicile, 1983

T-15 Indice des variations saisonnières de l'emploi selon les régions de domicile des salariés, 1983

T-16 Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction selon le mois et les régions de domicile, 1983

T-17 Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction selon le mois et les régions de travail, 1983

T-18 Répartition des salariés actifs ayant travaillé moins de 500 heures, selon le statut professionnel, 1983

T-19 Répartition des salariés actifs selon le statut professionnel et le nombre de mois de travail dans la construction, 1983

T-20 Répartition des compagnons actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, 1983

T-21 Répartition des apprentis actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, 1983

T-22 Répartition des salariés non qualifiés actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, 1983

T-23 Répartition des salariés actifs en 1983 selon le nombre d'années consécutives dans la construction et la région de domicile

T-24 Répartition des salariés actifs dans la construction pour certains métiers, selon les régions de travail et les salaires, 1983

T-25 Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction, selon la région de domicile et de travail, 1983

T-26 Répartition des salariés actifs dans la construction selon le nombre d'employeurs, le niveau des heures travaillées et les salaires, 1983

T-27 Répartition des salariés actifs dans la construction selon le niveau des salaires, le métier et le statut professionnel, 1983

T-28 Répartition des salariés actifs et moyenne des heures travaillées selon l'âge et le statut professionnel, 1983

T-29 Répartition des employeurs actifs selon les régions, certains groupes, 1983

T-30 Répartition des entreprises selon les régions travaillées, 1983

T-31 Taux de salaire horaire des salariés de la construction au Québec, quelques métiers

T-1

Nombre de salariés actifs dans la construction selon la région de domicile, 1974-1983

Région	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1983/1982*
Inconnue	5	90	18	6	10	—	9	5	2	—	—
Est du Québec	6 915	6 751	6 346	6 604	6 206	5 115	4 768	4 371	3 072	2 734	−11,0
Saguenay Lac-St-Jean	7 173	6 712	6 498	7 772	7 566	6 309	6 235	5 710	4 213	3 936	− 6,6
Québec	23 569	22 612	21 460	22 176	21 892	19 204	17 491	16 467	13 469	13 264	− 1,5
Mauricie-Centre du Québec	10 148	10 185	9 870	9 935	10 046	8 562	7 564	7 621	6 208	5 469	−11,9
Estrie	4 690	4 375	4 525	4 330	4 063	3 599	3 205	2 924	2 170	2 235	+ 3,0
Montréal métropolitain	58 029	59 914	57 490	48 928	41 146	35 195	33 058	31 271	27 360	24 677	− 9,8
Sud de Montréal**	8 353	8 609	8 990	8 421	7 590	6 464	5 976	8 335	6 884	6 470	− 6,0
Nord de Montréal	14 649	15 038	15 263	14 615	13 140	11 216	10 390	10 339	8 949	8 445	− 5,6
(Grand Montréal)	(81 031)	(83 561)	(81 743)	(71 964)	(61 876)	(52 875)	(49 424)	(49 945)	(43 193)	(39 592)	(− 8,3)
Outaouais	5 964	5 329	5 840	5 394	3 976	2 951	2 605	2 523	2 067	2 086	+ 0,9
Nord-Ouest québécois	4 374	3 864	4 185	4 051	3 357	2 565	2 531	2 760	1 871	1 660	−11,3
Baie James	1	2	20	78	119	74	49	39	23	7	−69,6
Côte Nord	4 148	3 434	3 658	4 041	3 579	3 237	2 933	2 334	1 744	1 948	+11,7
Extérieur	2 879	2 764	2 393	2 167	1 177	637	505	545	328	295	−10,1
Total	**150 897**	**149 679**	**146 557**	**138 518**	**123 867**	**105 128**	**97 319**	**95 244**	**78 360**	**73 226**	**− 6,6**

* Variation annuelle en pourcentage

** Cette région inclut, depuis 1981, la sous-région de Beauharnois qui auparavant faisait partie de Montréal métropolitain.

Source: OCQ, mai 1984

T-2

Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction, selon les régions de domicile, 1974-1983

Région	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1983/1982*
Inconnue	0,0	0,03	0,01	0,002	0,004	—	0,004	0,005	—	—	—
Est du Québec	5,7	5,7	4,9	6,2	6,2	5,4	4,5	4,1	2,3	1,9	−17,4
Saguenay Lac-St-Jean	6,3	6,0	5,1	7,6	7,7	6,7	6,6	6,1	3,5	2,8	−20,0
Québec	23,6	22,7	19,8	22,6	23,9	22,2	17,8	16,5	12,0	12,7	+ 5,8
Mauricie-Centre du Québec	9,2	9,7	8,5	9,3	10,1	9,2	7,2	8,0	5,0	4,1	−18,0
Estrie	4,2	3,9	4,0	3,7	3,6	3,6	3,0	2,6	1,5	1,8	+20,0
Montréal métropolitain	63,4	71,1	60,4	53,0	43,4	38,5	36,7	37,2	30,1	25,3	−15,9
Sud de Montréal**	7,8	8,7	8,0	8,0	7,2	6,6	5,8	8,6	6,1	6,0	− 1,6
Nord de Montréal	14,4	15,6	14,2	14,2	12,7	11,9	10,8	11,4	8,9	8,2	− 7,9
(Grand Montréal)	(85,6)	(95,4)	(82,2)	(75,2)	(63,2)	(57,0)	(53,3)	(57,2)	(45,1)	(39,5)	(−12,4)
Outaouais	4,3	4,1	3,8	4,4	2,9	2,2	1,9	1,9	1,5	1,6	+ 6,7
Nord-Ouest québécois	3,4	3,2	3,3	3,8	3,2	2,6	2,4	2,7	1,5	1,2	−20,0
Baie James	0,0	0,002	0,02	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	—	—	—
Côte-Nord	4,1	3,0	3,2	4,2	3,3	3,4	3,0	2,1	1,5	1,7	+13,3
Extérieur	1,2	1,4	1,1	1,1	0,6	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	—
Total	**147,6**	**155,1**	**136,5**	**138,1**	**124,8**	**112,5**	**109,1**	**101,5**	**74,0**	**67,4**	**− 8,9**

* Variation annuelle en pourcentage
** Cette région inclut, depuis 1981, la sous-région de Beauharnois qui auparavant faisait partie de Montréal métropolitain.
Source: OCQ, mai 1984

T-3

Salaires versés aux salariés de la construction selon les régions de domicile, 1974-1983
(en millions)

Région	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1983/1982*
Inconnue	0,0	0,2	0,04	0,02	0,07	—	0,01	0,08	—	—	—
Est du Québec	39,7	49,0	47,4	67,8	72,2	66,4	64,8	64,9	38,6	34,1	−11,7
Saguenay Lac-St-Jean	41,9	49,2	46,9	79,6	87,5	79,5	87,1	88,3	56,1	50,4	−10,2
Québec	156,7	184,5	175,4	233,3	268,8	263,5	238,3	243,8	192,6	227,9	+18,3
Mauricie-Centre du Québec	62,9	79,8	76,1	95,5	112,2	107,5	95,3	117,9	81,6	74,5	− 8,7
Estrie	27,4	31,6	35,5	37,5	39,8	40,9	38,6	36,3	23,8	32,3	+35,7
Montréal métropolitain	434,0	589,4	548,4	538,4	486,3	453,2	480,7	530,8	465,6	432,1	− 7,2
Sud de Montréal**	52,3	70,6	71,0	79,9	79,5	75,8	75,1	124,0	95,4	105,8	+10,9
Nord de Montréal	96,9	127,3	127,2	144,9	141,9	140,5	142,0	166,9	142,1	143,4	+ 0,9
(Grand Montréal)	(583,2)	(787,3)	(746,6)	(763,2)	(707,1)	(669,5)	(697,8)	(821,7)	(703,1)	(681,3)	− 3,1
Outaouais	28,2	32,6	34,0	43,8	31,3	25,4	24,1	27,4	23,5	26,6	+13,2
Nord-Ouest québécois	22,5	26,6	31,1	41,0	37,8	31,8	32,3	39,0	24,5	20,8	−15,1
Baie James	0,0	0,02	0,2	0,9	1,3	1,2	1,2	1,1	0,6	0,2	−66,6
Côte-Nord	31,2	27,5	30,5	45,9	39,7	44,6	42,9	33,9	25,9	31,2	+20,5
Extérieur	8,4	12,9	10,6	13,5	7,0	3,2	2,6	3,9	1,9	1,6	−15,8
Total	**1 002,0**	**1 281,2**	**234,8**	**1 422,0**	**1 405,3**	**1 333,6**	**1 325,1**	**1 478,3**	**1 171,9**	**1 180,9**	**+ 0,8**

* Variation annuelle en pourcentage
** Cette région inclut, depuis 1981, la sous-région de Beauharnois qui auparavant faisait partie de Montréal métropolitain.
Source: OCQ, mai 1984

T-4

Nombre de salariés actifs dans l'industrie de la construction selon les sous-régions de domicile, 1980-1983

Sous-régions	1980	1981	1982	1983
Îles-de-la-Madeleine	297	312	230	187
Gaspé	538	483	335	333
Ste-Anne-des-Monts	354	327	228	196
Bonaventure	1 101	1 070	627	484
Bas St-Laurent	2 478	2 179	1 652	1 534
Roberval	877	772	593	573
Chicoutimi	5 358	4 938	3 620	3 363
Rivière-du-Loup	1 486	1 337	957	841
Québec métropolitain	8 086	7 809	6 500	6 506
Charlevoix	1 050	990	783	712
Portneuf	1 062	1 038	855	835
Sud de Québec	3 438	3 176	2 702	2 728
Chaudière	2 387	2 117	1 672	1 642
Bois-Francs	2 428	2 297	1 755	1 668
Mauricie	5 136	5 324	4 453	3 801
Cantons de l'Est	3 205	2 924	2 170	2 235
Beauharnois	2 659	2 644	2 310	2 120
Rive-Sud	—	—	5 919	5 383
Montréal métropolitain	30 399	31 272	16 931	15 194
Laval	—	—	4 510	4 100
Granby	1 770	1 594	1 277	1 230
St-Jean	1 587	1 482	1 277	1 218
St-Hyacinthe	1 534	1 486	1 288	1 234
Richelieu	1 085	1 129	732	668
Joliette	4 445	4 423	3 848	3 588
Terrebonne	5 354	5 362	4 706	4 444
Labelle	591	553	395	413
Hull	2 605	2 523	2 067	2 086
Rouyn-Noranda	1 686	1 799	1 264	1 193
Abitibi	845	961	607	467
Baie James	49	39	23	7
Saguenay	1 714	1 392	1 117	1 251
Mingan	1 219	942	627	672
Extérieur	505	545	328	77
Total	**97 319**	**95 244**	**78 360**	**73 226**

Source: OCQ, mai 1984

T-5

Nombre d'heures travaillées par les salariés de l'industrie de la construction selon les sous-régions de domicile, 1980-1983
(en milliers)

Sous-régions	1980	1981	1982	1983
Îles-de-la-Madeleine	212	263	163	117
Gaspé	476	415	213	205
Ste-Anne-des-Monts	320	295	162	127
Bonaventure	1 088	1 065	472	312
Bas St-Laurent	2 442	2 049	1 266	1 120
Roberval	795	675	425	395
Chicoutimi	5 780	5 417	3 032	2 440
Rivière-du-Loup	1 529	1 329	753	670
Québec métropolitain	8 687	8 256	6 282	6 800
Charlevoix	1 034	957	682	558
Portneuf	1 050	997	696	794
Sud de Québec	3 467	3 138	2 382	2 622
Chaudière	2 081	1 784	1 212	1 213
Bois-Francs	2 263	2 178	1 287	1 318
Mauricie	4 970	5 807	3 688	2 786
Cantons de l'Est	3 031	2 562	1 548	1 821
Beauharnois	2 761	2 908	2 112	2 034
Rive-Sud	—	—	6 487	5 616
Montréal métropolitain	33 964	37 217	18 441	15 064
Laval	—	—	5 191	4 589
Granby	1 757	1 570	1 057	1 117
St-Jean	1 572	1 485	1 199	1 175
St-Hyacinthe	1 514	1 618	1 209	1 241
Richelieu	983	1 035	503	479
Joliette	4 713	4 945	4 002	3 574
Terrebonne	5 594	6 046	4 625	4 344
Labelle	581	439	265	302
Hull	1 906	1 932	1 541	1 580
Rouyn-Noranda	1 630	1 766	1 062	872
Abitibi	758	916	446	307
Baie James	78	64	32	9
Saguenay	1 842	1 388	1 021	1 276
Mingan	1 116	711	446	447
Extérieur	181	236	103	295
Total	**100 079**	**101 469**	**74 008**	**67 378**

Source: OCQ, mai 1984

T-6

Nombre de salariés actifs dans la construction selon le mois, 1974-1983

Mois	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1983/1982*
Janvier	72 132	69 883	73 060	67 578	55 928	49 494	47 665	46 850	41 718	30 710	−26,4
Février	74 408	70 455	72 989	66 474	58 159	48 604	46 856	46 811	40 527	29 971	−26,0
Mars	78 329	73 382	76 213	68 455	61 378	53 700	47 574	50 524	40 618	32 397	−20,2
Avril	84 190	78 594	86 063	89 317	69 314	60 796	52 436	57 402	43 513	37 508	−13,8
Mai	93 943	92 895	97 581	90 454	81 705	72 789	65 271	68 654	51 401	44 916	−12,6
Juin	97 329	98 986	103 815	95 129	89 611	80 239	70 135	71 749	53 134	50 366	− 5,2
Juillet	94 681	99 043	100 127	93 512	87 341	77 583	68 591	71 108	52 182	50 880	− 2,5
Août	106 698	108 286	97 613	95 577	90 389	81 251	75 301	75 349	54 433	53 719	− 1,3
Septembre	105 007	108 021	72 222	96 925	89 473	81 825	73 739	73 239	54 942	53 676	− 2,3
Octobre	104 344	108 122	81 824	94 109	85 422	80 716	74 656	71 673	54 196	53 305	− 1,6
Novembre	100 363	103 064	90 715	87 261	79 451	76 498	69 875	64 180	49 559	49 061	− 1,0
Décembre	84 013	87 466	81 531	72 345	65 052	61 887	59 692	54 869	42 590	43 225	+ 1,5
Total	**150 897**	**149 679**	**146 557**	**138 518**	**123 867**	**105 128**	**97 319**	**95 244**	**78 360**	**73 226**	**− 6,6**
Écart (max.-min.)	34 566	38 403	31 593	31 103	34 461	32 331	28 445	28 538	14 415	23 748	+64,7
Moyenne mensuelle	91 286	91 515	86 146	84 928	76 102	68 782	62 649	62 701	48 234	44 145	− 8,5

* Variation annuelle en pourcentage

Source: OCQ, mai 1984

T-7

Nombre d'heures travaillées dans la construction selon le mois, 1974-1983
(en millions)

Mois	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1983/1982*
Janvier	8,4	7,9	9,5	8,1	6,3	5,6	5,3	5,8	5,2	3,7	−28,8
Février	10,3	9,7	10,2	8,8	7,7	6,3	6,3	5,9	5,2	3,7	−28,8
Mars	12,0	10,6	11,3	9,9	8,6	7,8	6,3	6,6	5,3	4,0	−24,5
Avril	11,6	10,7	12,5	11,0	9,5	7,5	6,3	7,2	5,2	4,9	− 5,8
Mai	12,6	14,1	14,4	12,2	11,3	10,5	9,7	10,7	7,4	5,5	−25,7
Juin	10,9	13,8	15,2	13,7	13,0	12,3	9,8	9,9	6,7	6,5	− 3,0
Juillet	9,0	10,8	11,6	10,7	9,9	7,6	6,7	7,4	6,0	5,6	− 6,7
Août	17,9	18,0	12,7	14,1	13,7	12,8	12,0	12,1	7,2	7,2	—
Septembre	14,4	15,5	6,6	14,3	14,0	12,3	10,0	10,2	7,1	7,4	+ 4,2
Octobre	15,7	17,3	10,0	13,9	11,8	11,7	11,3	11,5	8,2	7,7	− 6,1
Novembre	15,7	16,2	12,5	12,4	11,5	11,3	10,5	8,6	6,3	6,2	− 1,6
Décembre	9,0	10,5	10,0	9,0	7,6	6,9	5,9	5,8	4,2	5,0	+19,0
Total	***147,5***	***155,1***	***136,5***	***138,1***	***124,8***	**112,5**	**100,1**	**101,5**	**74,0**	**67,4**	**− 8,9**
Écart (max.-min.)	9,5	10,1	8,6	6,2	7,7	7,2	6,7	6,3	4,0	4,0	—
Moyenne mensuelle	12,3	12,9	11,4	11,5	10,4	9,4	8,3	8,5	6,2	5,6	− 9,7

* Variation annuelle en pourcentage
Source: OCQ, mai 1984

T-8

Salaires versés dans la construction selon le mois, 1974-1983
(en millions de dollars)

Mois	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1983/1982*
Janvier	53,1	61,7	84,5	69,7	66,9	65,2	63,8	79,6	79,2	60,9	−23,1
Février	66,1	75,0	91,5	76,3	82,1	73,5	76,9	81,0	79,1	60,9	−23,0
Mars	77,2	82,7	101,6	86,4	92,0	91,0	78,1	89,9	80,6	67,1	−16,7
Avril	68,9	82,3	110,8	125,7	102,0	89,3	79,2	98,3	79,4	80,2	+ 1,0
Mai	92,9	114,8	131,9	129,0	127,8	119,7	122,3	156,0	108,2	97,0	−10,4
Juin	73,5	113,9	139,8	145,3	148,7	145,6	133,0	144,5	108,9	113,9	+ 4,6
Juillet	61,6	92,7	107,3	114,2	114,2	94,1	95,4	110,8	97,4	100,7	+ 3,4
Août	121,3	148,5	113,4	148,3	155,5	151,6	161,9	177,7	115,8	128,2	+10,7
Septembre	100,0	129,4	58,5	150,7	159,9	146,1	136,3	151,0	116,3	131,7	+13,2
Octobre	111,4	148,5	90,0	148,7	135,9	139,2	153,5	171,5	133,2	137,4	+ 3,2
Novembre	111,7	139,5	113,9	131,1	131,0	134,0	142,1	128,1	102,6	110,5	+ 7,7
Décembre	64,3	92,2	91,2	96,6	89,3	83,5	82,5	89,9	71,3	92,4	+29,6
Total	**1 002,2**	**1 281,2**	**1 234,8**	**1 422,0**	**1 405,3**	**1 333,7**	**1 325,1**	**1 478,3**	**1 171,9**	**1 180,9**	**+ 0,8**
Écart (max.-min.)	96,0	86,8	81,3	81,0	81,8	86,4	89,7	98,1	54,1	106,5	+96,9
Moyenne mensuelle	83,5	106,8	102,8	118,5	117,1	111,1	110,4	123,2	97,7	98,4	+ 0,7

* Variation annuelle en pourcentage
Source: OCQ, mai 1984

T-9

Répartition des salariés actifs dans la construction selon les régions de domicile et le statut professionnel, 1983

Région	Salarié qualifié			Salarié non qualifié	Total	Pourcentage par région
	Compagnon	Apprenti	Total			
Est du Québec	1 628	231	1 859	875	2 734	3,7
Saguenay-Lac-St-Jean	2 095	502	2 597	1 339	3 936	5,4
Québec	8 250	1 432	9 682	3 582	13 264	18,1
Mauricie-Centre du Québec	3 177	664	3 841	1 628	5 469	7,5
Estrie	1 323	312	1 635	600	2 235	3,1
Montréal métropolitain	14 504	3 124	17 628	7 049	24 677	33,7
Sud de Montréal	3 992	944	4 936	1 534	6 470	8,8
Nord de Montréal	5 057	1 094	6 151	2 294	8 445	11,5
(Grand Montréal)	(23 553)	(5 162)	(28 715)	(10 877)	(39 592)	(54,1)
Outaouais	1 119	258	1 377	709	2 086	2,8
Nord-Ouest québécois	928	199	1 127	533	1 660	2,3
Baie James	2	—	2	5	7	—
Côte Nord	1 002	132	1 134	814	1 948	2,7
Extérieur	137	9	146	149	295	0,4
Total	**43 214**	**8 901**	**52 115**	**21 111**	**73 226**	**100,0**

Source: OCQ, mai 1984

T-10

Répartition des salariés de la construction, selon le métier, le statut professionnel, la moyenne des heures travaillées et le salaire annuel moyen, 1983

	Salariés qualifiés			Moy. des hres travaillées			Salaire annuel moyen		
	Compagnon	Apprenti	Total	Compagnon	Apprenti	Total	Compagnon	Apprenti	Total
Briqueteur-maçon	2 088	544	2 632	828	667	795	15 087	8 957	13 820
Calorifugeur	565	99	664	1 256	830	1 193	24 098	11 669	22 245
Carreleur	414	105	519	1 080	817	1 027	19 261	10 990	17 588
Charpentier-menuisier	12 559	2 356	14 915	915	755	890	16 217	10 082	15 248
Chaudronnier	598	59	657	728	655	721	16 406	11 552	15 970
Cimentier-applicateur	774	136	910	919	683	883	15 533	9 340	14 607
Couvreur	868	412	1 280	919	568	806	15 812	8 418	13 432
Électricien	6 344	1 663	8 007	1 144	963	1 106	21 910	13 037	20 068
Ferblantier	1 818	395	2 213	1 080	806	1 031	20 123	11 175	18 526
Ferrailleur	551	42	593	698	337	672	12 232	5 049	11 724
Grutier	727	39	766	1 041	718	1 024	20 821	12 765	20 411
Mécanicien d'ascenseur	525	182	707	1 545	1 263	1 473	33 801	18 015	29 737
Mécanicien de chantier	705	86	791	835	792	830	17 104	13 223	16 682
Mécanien de machines lourdes	308	19	327	1 298	947	1 277	28 135	16 145	27 438
Monteur d'acier de structure	1 208	84	1 292	837	510	816	16 728	8 328	16 182
Opérateur d'équipement lourd	3 420	251	3 671	887	660	872	15 552	10 093	15 179
Opérateur de pelles mécaniques	936	58	994	1 069	780	1 052	19 531	12 493	19 121
Peintre	2 304	554	2 858	855	662	818	13 979	8 186	12 856
Plâtrier	592	136	728	819	664	790	13 837	8 457	12 832
Poseur de systèmes intérieurs	518	104	622	1 091	837	1 048	19 126	10 776	17 730
Poseur de revêtement souple	273	73	346	825	530	762	12 869	7 167	11 666
Serrurier en bâtiment	281	54	335	1 141	731	1 075	19 774	10 059	18 208
Tuyauteur	4 838	1 450	6 288	1 190	1 024	1 152	23 601	15 160	21 655
Total des salariés	**43 214**	**8 901**	**52 115**	**992**	**822**	**963**	**18 362**	**11 425**	**17 177**

Source: OCQ, mai 1984

T-11

Nomtre de salariés qualifiés actifs dans la construction par métier et par région de domicile, 1983

Métiers / Région de domicile	Est du Québec	Saguenay-Lac St-Jean	Québec	Mauricie-Centre du Québec	Estrie	Montréal métro.	Sud de Montréal	Nord de Montréal	Outaouais	Nord-ouest québécois	Côte Nord	Extérieur	Total
Briqueteur maçon	64	131	389	236	85	1 060	254	290	61	37	11	14	2 632
Calorifugeur	9	42	129	35	8	294	24	99	17	—	6	1	664
Carreleur	4	13	108	25	23	292	15	25	3	3	3	5	519
Charpentier-menuisier	729	776	3 494	1 113	559	3 657	1 718	1 804	385	336	335	9	14 915
Chaudronnier	58	68	32	55	8	300	39	84	—	6	7	—	657
Cimentier-applicateur	27	20	139	43	17	526	35	50	10	8	23	12	910
Couvreur	34	59	181	103	55	514	109	123	54	25	12	11	1 280
Électricien	229	434	1 210	537	215	2 841	875	1 061	246	209	137	13	8 007
Ferblantier	35	119	356	167	60	896	171	291	53	23	38	4	2 213
Ferrailleur	35	30	107	54	16	205	30	53	12	17	33	1	593
Grutier	33	64	112	55	17	270	38	78	18	23	51	7	766
Mécanicien d'ascenseur	1	5	94	6	3	424	59	62	8	2	—	43	707
Mécanicien de chantier	52	54	78	112	6	247	94	93	7	28	19	—	791
Mécanicien de machines lourdes	42	20	75	28	11	66	15	28	1	7	34	—	327
Monteur d'acier de structure	69	94	202	99	24	384	91	131	31	52	114	1	1 292
Opérateur d'équipement lourd	195	207	835	354	169	645	380	454	137	129	162	3	3 671
Opérateur de pelles mécaniques	35	63	259	93	49	150	101	128	36	41	39	—	994
Peintre	87	127	516	183	84	1 295	187	214	83	43	36	3	2 858
Plâtrier	6	35	214	41	12	282	44	57	25	10	—	2	728
Poseur de systèmes intérieurs	4	17	113	20	15	298	30	73	35	16	—	1	622
Poseur de revêtement souple	19	7	56	21	10	141	28	45	12	5	2	—	346
Serrurier en bâtiment	1	2	70	8	10	182	16	38	2	1	5	—	335
Tuyauteur	91	210	913	453	179	2 659	583	870	141	106	67	16	6 288
Total des salariés qualifiés	**1 859**	**2 597**	**9 682**	**3 841**	**1 635**	**17 628**	**4 936**	**6 151**	**1 377**	**1 127**	**1 134**	**146**	**52 115**

Source: OCQ, mai 1984

T-12

I Nombre de salariés actifs dans la construction, selon le mois et le statut professionnel, 1983

Statut \ Mois	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne mensuelle	Total des salariés
Compagnons	20 699	20 176	21 636	24 798	28 944	31 687	31 678	32 888	32 669	32 599	30 265	27 164	27 934	43 214
Apprentis	3 473	3 332	3 634	4 375	5 278	5 971	6 005	6 586	6 517	6 386	5 949	5 209	5 226	8 901
Autres salariés	6 538	6 463	7 127	8 335	10 694	12 708	13 197	14 245	14 490	14 320	12 847	10 852	10 985	21 111
Total	**30 710**	**29 971**	**32 397**	**37 508**	**44 916**	**50 366**	**50 880**	**53 719**	**53 676**	**53 305**	**49 061**	**43 225**	**44 145**	**73 226**

II Indices des variations saisonnières de l'emploi, selon le statut professionnel, *1983

Statut \ Mois	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Écarts en points (max. — min.)
Compagnons	74,1	72,2	77,5	88,8	103,6	113,4	113,4	117,7	117,0	116,7	108,3	97,2	45,5
Apprentis	66,5	63,8	69,5	83,7	101,0	114,3	114,9	126,0	124,7	122,2	113,8	99,7	62,3
Autres salariés	59,5	58,8	64,9	75,9	97,4	115,7	120,1	129,7	131,9	130,4	117,0	98,8	73,1
Total	**69,6**	**67,9**	**73,4**	**85,0**	**101,7**	**114,1**	**115,3**	**121,7**	**121,6**	**120,7**	**111,1**	**97,9**	**53,8**

* Les indices de ce tableau sont calculés à partir de la moyenne mensuelle de chaque statut, ramenée à l'indice 100.

Source: OCQ, mai 1984

T-13

I Nombre d'heures travaillées dans la construction, selon les mois et le statut professionnel, 1983

Statut \ Mois	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne mensuelle	Total
Compagnons	2 508	2 476	2 708	3 301	3 575	4 109	3 455	4 444	4 504	4 738	3 866	3 169	3 571	42 853
Apprentis	387	375	412	531	603	714	570	805	817	828	702	567	609	7 313
Autres salariés	788	815	923	1 052	1 278	1 634	1 590	1 980	2 091	2 161	1 655	1 244	1 434	17 212
Total	**3 683**	**3 666**	**4 044**	**4 885**	**5 456**	**6 458**	**5 615**	**7 229**	**7 412**	**7 728**	**6 223**	**4 980**	**5 615**	**67 378**

II Indices des variations saisonnières des heures travaillées, selon le statut professionnel, *1983

Statut \ Mois	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Écarts en points (max. — min.)
Compagnons	70,2	69,3	75,8	92,4	100,1	115,1	96,8	124,4	126,1	132,7	108,3	88,7	63,3
Apprentis	63,5	61,6	67,7	87,2	99,0	117,2	93,6	132,2	134,2	136,0	115,3	93,1	74,4
Autres salariés	55,0	56,8	64,4	73,4	89,1	113,9	110,9	138,1	145,8	150,7	115,4	86,8	95,7
Total	**65,6**	**65,3**	**72,0**	**87,0**	**97,2**	**115,0**	**100,0**	**128,7**	**132,0**	**137,6**	**110,8**	**88,7**	**72,3**

* Les indices de ce tableau sont calculés à partir de la moyenne mensuelle de chaque statut, ramenée à l'indice 100.

Source: OCQ, mai 1984

T-14

Nombre de salariés actifs dans la construction selon le mois et les régions de domicile, 1983

Région \ Mois	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne mensuelle	Total des salariés
Est du Québec	729	676	705	860	1 244	1 527	1 542	1 716	1 713	1 720	1 414	1 177	1 252	2 734
Saguenay-Lac St-Jean	1 427	1 298	1 176	1 306	1 580	2 002	2 218	2 478	2 626	2 546	2 467	2 083	1 934	3 936
Québec	5 238	5 270	5 867	7 117	8 397	9 754	9 840	10 099	9 811	9 465	8 769	7 729	8 113	13 264
Mauricie-Centre du Québec	1 632	1 565	1 793	2 001	2 791	3 244	3 354	3 731	3 900	3 967	3 567	3 107	2 888	5 469
Estrie	652	567	696	955	1 269	1 486	1 608	1 716	1 699	1 697	1 576	1 422	1 279	2 235
Montréal métro.	12 754	12 377	13 153	14 787	17 218	18 417	18 042	18 792	18 521	18 546	17 162	15 298	16 256	24 677
Sud de Montréal	2 727	2 649	2 982	3 587	4 170	4 598	4 789	4 979	5 006	4 925	4 533	3 917	4 072	6 470
Nord de Montréal	3 810	3 768	4 089	4 728	5 617	6 135	6 035	6 295	6 245	6 262	5 861	5 147	5 338	8 445
(Grand Montréal)	(19 291)	(18 794)	(20 224)	(23 102)	(27 005)	(29 150)	(28 866)	(30 066)	(29 772)	(29 733)	(27 556)	(24 362)	(25 660)	(39 592)
Outaouais	544	555	618	769	1 035	1 227	1 239	1 369	1 460	1 487	1 392	1 225	1 077	2 086
Nord-Ouest québécois	422	390	396	461	632	844	1 008	1 149	1 234	1 212	1 084	964	816	1 660
Baie James	4	5	5	3	3	4	4	4	4	4	4	4	4	7
Côte-Nord	699	775	847	858	886	1 027	1 086	1 283	1 321	1 368	1 148	1 082	1 032	1 948
Extérieur	72	76	70	76	74	101	115	108	136	106	84	70	91	295
Total*	**30 710**	**29 971**	**32 397**	**37 508**	**44 916**	**50 366**	**50 880**	**53 719**	**53 676**	**53 305**	**49 061**	**43 225**	**44 145**	**73 226**

* Inclut les salariés dont on ne connaît pas la région de domicile.

Source: OCQ, mai 1984

T-15

Indices des variations saisonnières de l'emploi selon les régions de domicile des salariés, *1983

Région \ Mois	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Écarts en points (max. — min.)
Est du Québec	58,2	54,0	56,3	68,7	99,4	122,0	123,2	137,1	136,8	137,4	112,9	94,0	83,3
Saguenay-Lac St-Jean	73,8	67,1	60,8	67,5	81,7	103,5	114,7	128,1	135,8	131,6	127,6	107,7	75,0
Québec	64,6	65,0	72,3	87,7	103,5	120,2	121,3	124,5	120,9	116,7	108,1	95,3	59,9
Mauricie-Centre du Québec	56,5	54,2	62,1	69,3	96,6	112,3	116,1	129,2	135,0	137,4	123,5	107,6	83,2
Estrie	51,0	44,3	54,4	74,7	99,2	116,2	125,7	134,2	132,8	132,7	123,2	111,2	89,8
Montréal métro.	78,5	76,1	80,9	91,0	105,9	113,3	111,0	115,6	113,9	114,1	105,6	94,1	39,5
Sud de Montréal	67,0	65,1	73,2	88,1	102,4	112,9	117,6	122,3	122,9	120,9	111,3	96,2	57,9
Nord de Montréal	71,4	70,7	76,7	88,7	105,3	115,0	113,2	118,0	117,1	117,4	109,9	96,5	47,4
(Grand Montréal)	(75,2)	(73,2)	(78,8)	(90,0)	(105,2)	(113,6)	(112,5)	(117,2)	(116,0)	(115,9)	(107,4)	(94,9)	(43,9)
Outaouais	50,5	51,5	57,4	71,4	96,1	113,9	115,0	127,1	135,6	138,1	129,2	113,7	87,6
Nord-Ouest québécois	51,7	47,8	48,5	56,5	77,5	103,4	123,5	140,8	151,2	148,5	132,8	118,1	103,4
Baie James	100,0	125,0	125,0	75,0	75,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	28,6
Côte-Nord	67,7	75,1	82,1	83,1	85,8	99,5	105,2	124,3	128,0	132,6	111,2	104,8	64,8
Extérieur	79,1	83,5	76,9	83,5	81,3	111,0	126,4	118,7	149,5	116,5	92,3	76,9	65,9
Total*	**69,6**	**67,9**	**73,4**	**85,0**	**101,7**	**114,1**	**115,3**	**121,7**	**121,6**	**120,7**	**111,1**	**97,9**	**53,9**

* Les indices de ce tableau sont calculés à partir de la moyenne de chaque région, ramenée à l'indice 100

Source: OCQ, mai 1984

T-16

Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction selon le mois et les régions de domicile, 1983
(en milliers)

Mois / Région	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
Est du Québec	89	89	92	110	145	192	183	227	222	238	169	125	1 882
Saguenay-Lac St-Jean	176	153	145	145	167	235	235	321	354	352	306	245	2 836
Québec	632	654	765	942	1 050	1 311	1 137	1 408	1 381	1 384	1 115	877	12 658
Mauricie-Centre du Québec	174	171	188	225	298	385	350	476	499	561	429	348	4 104
Estrie	61	57	67	103	140	172	173	222	221	254	192	160	1 821
Montréal métro.	1 570	1 548	1 680	1 988	2 155	2 416	1 994	2 549	2 602	2 737	2 221	1 809	25 269
Sud de Montréal	314	307	345	457	500	577	507	649	676	703	562	450	6 046
Nord de Montréal	466	463	512	636	694	793	658	843	882	911	749	612	8 220
(Grand Montréal)	(2 350)	(2 318)	(2 537)	(3 081)	(3 349)	(3 786)	(3 159)	(4 041)	(4 160)	(4 351)	(3 532)	(2 871)	(39 535)
Outaouais	60	62	70	95	117	146	134	185	197	204	174	134	1 580
Nord-Ouest québécois	42	43	44	50	67	96	110	146	170	164	140	107	1 179
Baie James	—	1	1	1	—	1	1	1	1	1	1	—	9
Côte Nord	93	113	129	127	117	128	125	192	196	211	160	107	1 698
Extérieur	6	5	5	5	4	6	7	10	11	9	6	4	77
Total*	**3 683**	**3 666**	**4 044**	**4 885**	**5 456**	**6 458**	**5 615**	**7 229**	**7 412**	**7 728**	**6 223**	**4 980**	**67 378**

* Le total inclut les heures travaillées par les salariés dont on ne connaît pas la région de domicile

Source: OCQ, mai 1984

T-17

Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction selon le mois et les régions de domicile, 1983
(en milliers)

Région \ Mois	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
Est du Québec	78	61	58	81	120	164	153	205	220	253	185	143	1 722
Saguenay-Lac St-Jean	177	152	144	131	141	208	212	296	314	311	271	224	2 580
Québec	546	583	686	834	933	1 190	1 002	1 271	1 214	1 179	965	754	11 158
Mauricie-Centre du Québec	140	130	138	178	228	284	257	365	384	472	361	303	3 239
Estrie	50	46	55	88	116	151	151	197	196	225	170	127	1 570
Montréal métro.	1 973	1 939	2 086	2 510	2 666	2 923	2 374	3 051	3 130	3 292	2 740	2 277	30 962
Sud de Montréal	157	155	177	248	292	337	296	385	409	423	325	263	3 466
Nord de Montréal	132	126	157	220	274	342	285	386	417	411	301	220	3 271
(Grand Montréal)	(2 262)	(2 220)	(2 420)	(2 978)	(3 232)	(3 602)	(2 955)	(3 822)	(3 956)	(4 126)	(3 366)	(2 760)	(37 699)
Outaouais	63	65	75	107	137	172	157	216	235	242	185	149	1 804
Nord-Ouest québécois	63	74	79	74	95	114	115	155	189	191	160	122	1 431
Baie James	125	157	169	159	174	235	290	256	237	218	152	110	2 282
Côte Nord	78	92	100	118	117	119	114	184	189	224	168	104	1 609
Total*	**3 683**	**3 666**	**4 044**	**4 885**	**5 456**	**6 458**	**5 615**	**7 229**	**7 412**	**7 728**	**6 223**	**4 980**	**67 378**

* Le total inclut les heures travaillées dans les régions inconnues et extérieures .
Source: OCQ, mai 1984

T-18

Répartition des salariés actifs ayant travaillé moins de 500 heures, selon le statut professionnel, 1983

Statut	Moins de 100 heures	100-199 heures	200-299 heures	300-399 heures	400-499 heures	Total
Compagnons						
nombre	2 377	2 111	1 954	2 109	2 211	10 762
%	22,1	19,6	18,2	19,6	20,5	—
% cumulatif	—	41,7	59,9	79,5	100,0	—
Apprentis						
nombre	581	547	534	648	636	2 946
%	19,7	18,6	18,1	22,0	21,6	—
% cumulatif	—	38,3	56,4	78,4	100,0	—
Autres salariés						
nombre	2 313	1 514	1 185	1 265	1 259	7 536
%	30,7	20,1	15,7	16,8	16,7	—
% cumulatif	—	50,8	66,5	83,3	100,0	—
Total des salariés						
nombre	5 271	4 172	3 673	4 022	4 106	21 244
%	24,8	19,6	17,3	18,9	19,3	—
% cumulatif	—	44,4	61,7	80,6	100,0	—

Source: OCQ, mai 1984

T-19

Répartition des salariés actifs selon le statut professionnel et le nombre de mois de travail dans la construction, 1983

Nombre de mois	Salarié qualifié			Salarié non qualifié	Total	Salarié qualifié (en %)			Salarié non qualifié (en %)	Total (en %)
	compagnon	apprenti	total			compagnon	apprenti	total		
1	2 132	468	2 600	2 171	4 771	4,9	5,3	5,0	10,3	6,5
2	2 247	581	2 828	1 803	4 631	5,2	6,5	5,4	8,5	6,3
3	2 408	658	3 066	1 730	4 796	5,6	7,4	5,9	8,2	6,5
4	2 657	717	3 374	1 813	5 187	6,1	8,1	6,5	8,6	7,1
5	2 927	768	3 695	1 838	5 533	6,8	8,6	7,1	8,7	7,6
6	3 322	752	4 074	1 966	6 040	7,7	8,4	7,8	9,3	8,2
7	3 675	843	4 518	2 096	6 614	8,5	9,5	8,7	9,9	9,0
8	3 816	800	4 616	1 908	6 524	8,8	9,0	8,9	9,0	8,9
9	3 708	782	4 490	1 438	5 928	8,6	8,8	8,6	6,8	8,1
10	3 505	686	4 191	1 258	5 449	8,1	7,7	8,0	6,0	7,4
11	3 610	645	4 255	1 086	5 341	8,4	7,2	8,1	5,1	7,3
12	9 207	1 201	10 408	2 004	12 412	21,3	13,5	20,0	9,5	17,0
Total	**43 214**	**8 901**	**52 115**	**21 111**	**73 226**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source: OCQ, mai 1984

T-20

Répartition des compagnons actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, 1983

Nombre de mois	Nombre de compagnons	Nombre d'apparitions* en 1983			
		1	2	3	4 ou +
		(en % du nombre total des salariés ayant travaillé le même nombre de mois)			
1	2 132	100,0	—	—	—
2	2 247	79,2	20,8	—	—
3	2 408	68,5	28,1	3,4	—
4	2 657	59,7	34,1	5,6	0,5
5	2 927	56,0	35,5	7,7	0,8
6	3 322	52,3	36,0	10,0	1,6
7	3 675	55,5	31,8	10,8	1,9
8	3 816	55,6	32,7	9,8	1,9
9	3 708	50,0	37,5	11,3	1,2
10	3 505	44,1	45,5	10,3	—
11	3 610	39,1	60,9	—	—
12	9 207	100,0	—	—	—
Total	**43 214**	**66,4**	**27,5**	**5,4**	**0,6**

* Tout salarié ayant travaillé au moins une heure dans la construction au cours d'un mois donné enregistre une apparition. Par la suite, si après une absence d'un ou plusieurs mois il revient à la construction, il enregistre une seconde apparition et ainsi de suite.

Source: OCQ, mai 1984

T-21

Répartition des apprentis actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, 1983

Nombre de mois	Nombre d'apprentis	Nombre d'apparitions* en 1983			
		1	2	3	4 ou +
		(en % du nombre total des salariés ayant travaillé le même nombre de mois)			
1	468	100,0	—	—	—
2	581	76,4	23,6	—	—
3	658	71,7	24,9	3,3	—
4	717	65,0	29,0	5,3	0,7
5	768	57,0	31,6	10,5	0,8
6	752	52,1	35,6	10,6	1,6
7	843	56,0	33,7	9,0	1,3
8	800	56,5	31,3	10,1	2,1
9	782	48,2	39,5	10,5	1,8
10	686	45,2	43,3	11,5	—
11	645	41,4	58,6	—	—
12	1 201	100,0	—	—	—
Total	**8 901**	**64,7**	**28,5**	**6,1**	**0,7**

* Tout salarié ayant travaillé au moins une heure dans la construction au cours d'un mois donné enregistre une apparition. Par la suite, si après une absence d'un ou plusieurs mois il revient à la construction, il enregistre une seconde apparition et ainsi de suite.

Source: OCQ, mai 1984

T-22

Répartition des salariés non qualifiés actifs selon le nombre de mois de travail et le nombre d'apparitions dans la construction, 1983

Nombre de mois	Nombre de salariés non qualifiés	Nombre d'apparitions* en 1983			
		1	2	3	4 ou +
		(en % du nombre total des salariés ayant travaillé le même nombre de mois)			
1	2 171	100,0	—	—	—
2	1 803	84,9	15,1	—	—
3	1 730	78,3	19,5	2,2	—
4	1 813	70,4	26,1	3,1	0,3
5	1 838	65,2	28,2	5,9	0,7
6	1 966	61,6	31,2	6,4	0,9
7	2 096	63,4	28,4	7,4	0,8
8	1 908	61,8	29,1	7,9	1,2
9	1 438	51,9	36,4	10,8	0,9
10	1 258	47,9	43,3	8,7	—
11	1 086	43,0	57,0	—	—
12	2 004	100,0	—	—	—
Total	**21 111**	**71,4**	**23,9**	**4,3**	**0,4**

* Tout salarié ayant travaillé au moins une heure dans la construction au cours d'un mois donné enregistre une apparition. Par la suite, si après une absence d'un ou plusieurs mois il revient à la construction, il enregistre une seconde apparition et ainsi de suite.

Source: OCQ, mai 1984

T-23

Répartition des salariés actifs en 1983 selon le nombre d'années consécutives dans la construction et la région de domicile

Région	Nombre d'années consécutives*												
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Est du Québec	2 734	2 952	2 787	2 639	2 492	2 358	2 207	1 956	1 751	1 571	1 429	1 247	1 017
Saguenay-Lac St-Jean	3 936	3 288	3 149	2 994	2 743	2 593	2 378	2 029	1 831	1 665	1 484	1 310	1 105
Québec	13 264	10 640	10 153	9 599	9 175	8 784	8 142	7 364	6 781	6 233	5 688	5 167	4 600
Mauricie-Centre du Québec	5 469	4 745	4 578	4 285	4 106	3 949	3 686	3 353	3 080	2 770	2 423	2 147	1 852
Estrie	2 235	1 764	1 691	1 579	1 516	1 425	1 340	1 239	1 133	1 040	936	835	745
Montréal métropolitain	24 677	13 902	13 295	12 206	11 402	10 862	10 389	9 796	9 115	8 353	7 582	6 850	6 284
Sud de Montréal	6 470	10 568	10 066	9 305	8 754	8 373	7 970	7 393	6 733	6 053	5 339	4 738	4 207
Nord de Montréal	8 445	11 291	10 778	9 863	9 283	8 850	8 417	7 820	7 215	6 546	5 780	5 226	4 712
Outaouais	2 086	1 586	1 399	1 198	1 064	965	894	794	688	605	515	425	338
Nord-Ouest québécois	1 660	1 363	1 318	1 135	1 021	961	886	761	652	578	516	431	325
Baie James	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Côte Nord	1 948	1 390	1 248	1 166	1 073	918	754	619	528	465	433	400	320
Extérieur	295	167	122	103	92	89	78	66	38	34	29	26	25
Total	**73 226**	**63 656**	**60 584**	**56 072**	**52 721**	**50 127**	**47 141**	**43 190**	**39 545**	**35 913**	**32 154**	**28 882**	**25 530**
En %	100,0	86,9	82,7	76,6	72,0	68,5	64,4	59,0	54,0	49,0	43,9	39,3	34,9

* Les salariés sont répartis selon la région de domicile en 1983. Le salarié ayant travaillé en 1983 se voit accorder 1 an d'expérience, celui ayant travaillé en 1982 et 1983 se voit accorder 2 ans d'expérience, ainsi de suite.
Source: OCQ, mai 1984

T-24

Répartition des salariés actifs dans la construction pour certains métiers, selon les régions de travail et les salaires, 1983

Métier	Région de domicile exclusivement	Lieu de travail						Total
		Région de domicile et			Autres régions seulement			
		1 autre	2 autres	3 autres ou +	1 région	2 régions	3 régions ou +	
Charpentier-menuisier	8 380	3 501	560	108	1 745	565	56	14 915
Électricien	4 993	1 353	215	24	1 204	190	28	8 007
Tuyauteur	3 594	1 201	198	23	1 013	244	15	6 288
Peintre	1 901	555	76	10	267	44	5	2 858
Opérateur équipement lourd	2 036	702	122	27	616	141	27	3 671
Briqueteur-maçon	1 529	613	124	26	258	68	14	2 632
Total salariés qualifiés	29 490	11 021	2 017	469	7 000	1 819	299	52 115
Salariés non qualifiés	11 312	4 225	739	215	3 586	835	199	21 111
Total	**40 802**	**15 246**	**2 756**	**684**	**10 586**	**2 654**	**498**	**73 226**
				Salaire annuel moyen ($)				
Charpentier-menuisier	14 382	16 764	18 410	21 999	14 373	16 660	18 466	15 248
Électricien	19 423	21 252	23 082	28 194	20 134	22 547	27 897	20 068
Tuyauteur	20 767	22 920	25 846	33 944	21 557	23 840	29 875	21 655
Peintre	12 559	13 380	16 282	12 581	12 496	13 762	27 431	12 856
Opérateur équipement lourd	13 822	15 754	20 124	23 077	16 564	18 715	22 311	15 179
Briqueteur-maçon	13 363	14 878	17 132	17 113	11 327	15 607	19 318	13 820
Total salariés qualifiés	16 304	18 030	20 142	22 828	17 528	19 150	22 744	17 177
Salariés non qualifiés	12 083	15 243	19 175	23 658	13 020	16 763	23 505	13 534
Total	**15 134**	**17 258**	**19 883**	**23 089**	**16 001**	**18 399**	**23 048**	**16 127**

Source: OCQ, mai 1984

T-25

Nombre d'heures travaillées par les salariés de la construction, selon la région de domicile et de travail, 1983
(en milliers)

Région de domicile / Région de travail	Est du Québec	Saguenay-Lac St-Jean	Québec	Mauricie-Centre du Québec	Estrie	Montréal métro.	Sud de Montréal	Nord de Montréal	Outaouais	Baie James	Nord-ouest québécois	Côte Nord	Total*
Est du Québec	1 171	10	63	9	—	38	3	2	6	377	29	43	1 882
Saguenay-Lac St-Jean	7	2 261	96	4	1	41	2	3	7	181	70	41	2 836
Québec	483	132	10 245	89	24	296	24	12	32	626	101	72	12 658
Mauricie-Centre du Québec	21	28	262	3 002	27	183	105	41	35	181	21	23	4 104
Estrie	4	11	40	32	1 460	68	44	9	27	25	11	10	1 821
Montréal métropolitain	19	33	215	42	21	22 507	637	570	76	373	55	32	25 269
Sud de Montréal	5	7	70	32	22	2 892	2 562	84	10	115	15	12	6 046
Nord de Montréal	4	30	110	20	10	4 789	88	2 537	191	146	40	23	8 220
Outaouais	—	4	6	1	3	101	2	12	1 372	29	5	—	1 580
Nord-Ouest québécois	3	8	6	1	—	21	—	—	3	53	1 061	—	1 179
Côte Nord	5	54	41	7	—	10	—	—	3	167	21	1 352	1 698
Extérieur	1	4	5	—	3	14	—	1	42	—	2	—	77
Total	**1 722**	**2 580**	**11 158**	**3 239**	**1 579**	**30 959**	**3 466**	**3 271**	**1 804**	**2 282**	**1 431**	**1 609**	**67 378**

* Les totaux comprennent les heures dont on ne connaît pas la provenance.
Source: OCQ, mai 1984

T-26

Répartition des salariés actifs dans la construction selon le nombre d'employeurs, le niveau des heures travaillées et les salaires, 1983

	Nombre de salariés			Salaire annuel moyen		
Ont travaillé pour	Moins de 500 heures	500 heures ou plus	Total	Moins de 500 heures	500 heures ou plus	Total
Compagnons et apprentis						
1 employeur	9 788	24 046	33 834	3 775	22 744	17 256
2 employeurs	2 765	8 486	11 251	5 199	20 378	16 648
3 employeurs	816	3 715	4 531	6 099	20 056	17 542
4 employeurs	243	1 395	1 638	6 496	19 787	17 815
5 employeurs	75	504	579	7 078	18 745	17 234
6 employeurs ou +	21	261	282	6 600	19 935	18 942
Total	**13 708**	**38 407**	**52 115**	**4 271**	**21 782**	**17 176**
Autres salariés						
1 employeur	6 160	8 656	14 816	3 082	19 253	12 530
2 employeurs	1 016	3 151	4 167	4 557	19 179	15 614
3 employeurs	264	1 202	1 466	5 232	18 631	16 218
4 employeurs	74	373	447	5 876	18 997	16 825
5 employeurs	11	142	153	6 216	18 461	17 581
6 employeurs ou +	11	51	62	6 425	18 377	16 256
Total	**7 536**	**13 575**	**21 111**	**3 393**	**19 162**	**13 533**
Total						
1 employeur	15 948	32 702	48 650	3 507	21 820	15 817
2 employeurs	3 781	11 637	15 418	5 026	20 053	16 368
3 employeurs	1 080	4 917	5 997	5 887	19 707	17 218
4 employeurs	317	1 768	2 085	6 351	19 620	17 603
5 employeurs	86	646	732	6 967	18 682	17 306
6 employeurs ou +	32	312	344	6 540	19 680	18 458
Total	**21 244**	**51 982**	**73 226**	**3 960**	**21 098**	**16 126**

Source: OCQ, mai 1984

T-27

Répartition des salariés actifs dans la construction selon le niveau des salaires, le métier et le statut professionnel, 1983

Tranche de salaire / Métier ou emploi	– de 2 000 $	2 000 $ à 5 999 $	6 000 $ à 9 999 $	10 000 $ à 13 999 $	14 000 $ à 17 999 $	18 000 $ à 21 999 $	22 000 $ ou plus	Total	Salaire annuel moyen
Charpentier-menuisier									
compagnon	866	1 448	1 545	1 714	1 684	1 632	3 670	12 559	16 217
apprenti	252	521	513	458	297	172	143	2 356	10 082
Électricien									
compagnon	290	565	513	550	586	596	3 244	6 344	21 910
apprenti	133	268	287	249	240	218	268	1 663	13 037
Tuyauteur									
compagnon	217	422	346	358	373	401	2 721	4 838	23 601
apprenti	111	197	217	181	182	206	356	1 450	15 160
Opérateur d'équipement lourd									
compagnon	261	345	454	483	583	545	749	3 420	15 552
apprenti	34	53	45	38	41	29	11	251	10 093
Peintre									
compagnon	185	290	391	375	355	230	478	2 304	13 979
apprenti	64	165	144	98	52	20	11	554	8 186
Briqueteur-maçon									
compagnon	142	208	288	340	351	299	460	2 088	15 087
apprenti	53	138	154	105	48	31	15	544	8 957
Autres									
compagnon	750	1 241	1 264	1 348	1 392	1 266	4 400	11 661	18 845
apprenti	261	464	402	326	240	167	223	2 083	10 724
Total des salariés qualifiés									
compagnon	**2 711**	**4 519**	**4 801**	**5 168**	**5 324**	**4 969**	**15 722**	**43 214**	**18 362**
apprenti	**908**	**1 806**	**1 762**	**1 455**	**1 100**	**843**	**1 027**	**8 901**	**11 425**
Manoeuvre	955	1 285	1 229	1 216	1 057	659	892	7 293	11 511
Manoeuvre spécialisé	569	817	879	909	772	616	903	5 465	13 108
Conducteur de camion	52	52	68	106	109	66	216	669	17 434
Soudeur	73	134	116	88	86	84	423	1 004	20 629
Monteur de ligne d'énergie et de distribution	30	43	62	76	109	137	944	1 401	27 030
Autres salariés non qualifiés	1 181	1 024	701	615	464	401	893	5 279	11 344
Total des salariés non qualifiés	**2 860**	**3 355**	**3 055**	**3 010**	**2 597**	**1 963**	**4 271**	**21 111**	**13 534**
Total des salariés	**6 479**	**9 680**	**9 618**	**9 633**	**9 021**	**7 775**	**21 020**	**73 226**	**16 127**

Source: OCQ, mai 1984

T-28

Répartition des salariés actifs et moyenne des heures travaillées selon l'âge et le statut professionnel, 1983

Âge	Nombre de salariés			Moyenne des heures travaillées		
	Compagnons	Apprentis	Autres	Compagnons	Apprentis	Autres
Moins de 20 ans	2	808	302	*	633	407
20 - 24 ans	646	3 493	1 523	1 093	908	583
25 - 29 ans	4 102	2 479	3 424	1 033	834	717
30 - 34 ans	6 532	1 095	3 338	1 013	716	783
35 - 39 ans	7 367	537	3 104	1 032	763	865
40 - 44 ans	7 107	251	2 771	1 052	771	923
45 - 49 ans	6 260	135	2 513	1 023	762	943
50 - 54 ans	5 498	67	2 088	963	694	910
55 - 59 ans	3 886	23	1 409	833	638	833
60 - 64 ans	1 662	12	586	703	672	710
65 ans ou plus	152	1	53	538	*	371
Total	**43 214**	**8 901**	**21 111**	**991**	**821**	**815**

* La moyenne n'est pas représentative à cause du nombre trop faible des effectifs
Source: OCQ, mai 1984

T-29

Répartition des employeurs actifs selon les régions, certains groupes, 1983

Région \ Groupe	Travaux généraux	Charpenterie-menuiserie	Électricité	Excavation	Tuyauterie	Maçonnerie	Peinture	Autres	Total
Est du Québec	212	17	80	41	38	27	29	187	631
Saguenay-Lac St-Jean	189	12	61	35	28	32	27	189	573
Québec	774	155	255	130	138	127	112	472	2 163
Mauricie-Centre du Québec	332	61	120	75	76	73	45	172	954
Estrie	186	40	62	54	46	33	26	90	537
Montréal métropolitain	647	346	348	154	323	181	224	670	2 893
Sud de Montréal	553	395	308	158	132	167	106	336	2 155
Nord de Montréal	604	390	306	186	164	169	111	435	2 365
(Grand Montréal)	(1 804)	(1 131)	(962)	(498)	(619)	(517)	(441)	(1 441)	(7 413)
Outaouais	96	38	54	39	21	21	18	46	333
Nord-Ouest québécois	63	9	39	24	15	7	9	47	213
Baie James	3	—	—	—	—	—	—	—	3
Côte-Nord	60	5	17	19	11	2	11	34	159
Extérieur	43	4	6	4	8	4	1	44	114
Total	**3 762**	**1 472**	**1 656**	**919**	**1 000**	**843**	**719**	**2 722**	**13 093**

Source: OCQ, mai 1984

T-30

Répartition des employeurs selon le nombre de régions travaillées, 1983

Région du Siège social	Lieu de travail							Nombre d'entreprises
	Leur région exclusivement	Leur région et			Autres régions seulement			
		1 autre	2 autres	3 autres ou +	1 autre	2 autres	3 autres ou +	
Est du Québec	453	140	16	6	14	1	1	631
Saguenay-Lac St-Jean	379	137	17	12	13	4	11	573
Québec	1 387	578	59	65	42	10	22	2 163
Mauricie-Centre du Québec	617	219	34	29	38	11	6	954
Estrie	397	94	15	9	16	4	2	537
Grand Montréal*	5 524	1 502	133	73	153	14	14	7 413
Outaouais	231	89	2	1	8	1	1	333
Nord-Ouest québécois	153	46	7	2	3	—	2	213
Baie James	2	1	—	—	—	—	—	3
Côte-Nord	110	40	5	—	4	—	—	159
Extérieur	—	—	2	5	58	36	13	114
Total	**9 253**	**2 846**	**290**	**202**	**349**	**81**	**72**	**13 093**

* Comprend les régions du Montréal métropolitain, du Sud de Montréal et du Nord de Montréal
Source: OCQ, mai 1984

T-31

Taux de salaire horaire des salariés de la construction au Québec*, quelques métiers

Métier	12 mai 1980 $	1er mai 1981 $	1er juin 1982 $	1er mai 1983 $
Briqueteur-maçon	12,56	13,67	15,04	16,54
Calorifugeur	13,04	13,95	15,35	16,88
Carreleur	12,78	13,67	15,04	16,54
Charpentier-menuisier**	12,10	13,18	14,74	16,21
Chaudronnier	13,15	14,07	15,48	17,03
Cimentier-applicateur	11,47	12,49	13,74	15,11
Couvreur	11,71	12,97	14,27	15,69
Électricien	13,15	14,07	15,48	17,03
Ferblantier	13,03	14,07	15,48	17,03
Ferrailleur	11,47	12,49	13,74	15,11
Frigoriste	13,15	14,07	15,48	17,03
Grutier	12,44	13,45	14,80	16,27
Mécanicien d'ascenseur	14,25	15,75	17,33	19,06
Mécanicien de chantier	12,95	14,07	15,48	17,03
Mécanicien de machines lourdes	12,19	13,58	14,94	16,43
Monteur d'acier de structure	13,15	14,07	15,48	17,03
Opérateur d'équipement lourd	11,60	12,52	13,77	15,15
Opérateur de pelles mécaniques	12,57	13,45	14,80	16,27
Peintre	11,59	12,40	13,67	15,02
Plâtrier	12,29	13,15	14,47	15,91
Poseur de revêtement souple	11,10	12,00	13,25	14,58
Poseur de systèmes intérieurs	12,49	13,40	14,74	16,21
Serrurier de bâtiment	12,34	13,20	14,52	15,97
Tuyauteur	13,15	14,07	15,48	17,03
Manoeuvre (journalier)	9,63	10,30	11,55	12,71
Manoeuvre spécialisé	9,97	10,67	11,92	13,11

* Les taux de salaire pour les salariés de la Baie James sont de 5% supérieurs depuis le 12 mai 1980.
** Le taux de salaire horaire des charpentiers-menuisiers est de 13,40$ depuis le 1er janvier 1982.
Source: Décret relatif à l'industrie de la construction dans la province de Québec, D. 3938-80 du 17 décembre 1980 et D. 1289-82 du 31 mai 1982.

ANNEXE III

Liste des 100 plus gros employeurs en 1983 selon les heures enregistrées à l'OCQ

	Nom	Nombre maximum de salariés	Type	Principale place d'affaires
1	BG Checo international Ltée	932	EL-PL	Montréal
2	Thiro Ltée	423	LT-LD	Mauricie
3	Black & McDonald Ltd	441	EL-RF	Montréal
4	Transelec Inc.	353	LT	Montréal
5	Hervé Pomerleau Inc.	422	EG	Québec
6	Marine industrie Ltée div. Mil Mont.	177	EG	Sud de Montréal
7	Désourdy Division Baie James	272	EG	Sud de Montréal
8	Les constructions du St-Laurent Ltée	327	EG	Québec
9	Arno Électrique Ltée	304	EG-LD	Mauricie
10	Électricité Standard Inc.	249	EL	Montréal
11	F.A. Tucker Canada Ltd	239	LD	Nord de Montréal
12	Entreprises de pipeline Universel Ltée	218	SD	Montréal
13	Corporation de construction national Ltée	342	EG	Sud de Montréal
14	Hydro-Québec	253	EG	Montréal
15	Les entreprises de travaux common ltée	183	EG	Nord de Montréal
16	Les entreprises PEB Ltée	162	EG	Québec
17	Ascenseurs Otis Cie Ltée	159	MA	Extérieur
*18	Les entreprises de construction Québec Ltée	91	EG	Baie James
19	Les coffrages Dominic Ltée	209	CM	Montréal
20	Louisbourg Construction Ltée	121	EG	Nord de Montréal
21	L. Moffet Ltée -Eaman & Riggs Inca joint Vent.	230	CF	Québec
22	Sonec Inc.	196	MT-FB	Québec
23	Les construction Vican Inc.	255	EG	Mauricie
24	Neilson Excavation Inc.	165	XC-RT	Québec
25	Mécanique Kingston (1980) Inc.	154	AS-CH	Montréal
26	La Société de construction DCL Ltée	234	EG	Sud de Montréal
27	Pétrifond Fondation Cie Ltée	164	EG	Montréal
28	Dominion Bridge-Sulzer Inc.	142	AS	Montréal
29	La Cie Électrique Britton Ltée	122	EL	Montréal
30	Les entrepreneurs GM Gest Inc.	191	EG	Montréal
31	Les entreprises Kiewit Ltée division Baie James	98	EG	Montréal
32	Pen Ben Checo Entreprise conjointe	234	MT	Montréal
33	Coffrages Industriels Ltée	202	EG	Montréal
34	Charles Duranceau Ltée	145	EG	Montréal
35	Corival Inc.	114	XC	Montréal
36	Lemay Construction Ltée	163	RT	Mauricie
37	Janin Construction Ltée	169	EG	Montréal
38	Protection Incendie Viking Ltée	92	MT	Nord de Montréal
39	Adélard Laberge Ltée	193	MT-EL	Québec
40	Comstock International Ltd	255	EG	Montréal

* Cette compagnie a effectué plus d'un enregistrement à l'OCQ en 1983 et ce, afin de différencier certains de ses chantiers ou activités.

AS	Acier de structure	CM	Charpentier-menuisier	FE	Ferrailleur	PL	Poseur de systèmes intérieurs
BM	Briqueteur-maçon	CV	Couvreur-tôlier	LD	Ligne de distribution	RF	Mécanicien en tuyauterie (réfrigération)
CA	Cimentier-applicateur	EG	Entrepreneur général	LT	Ligne de transmission	RT	Construction de route
CF	Calorifugeur	EL	Électricien	MA	Mécanicien d'ascenseur	SD	Soudeur
CH	Chaudronnier	FB	Ferblantier	MT	Mécanicien en tuyauterie	XC	Excavation

Source: OCQ, mai 1984

ANNEXE III (suite)

Liste des 100 plus gros employeurs en 1983 selon les heures enregistrées à l'OCQ

	Nom	Nombre maximum de salariés	Type	Principale place d'affaires
41	J.P.M. Lessard Inc.	100	FB	Montréal
42	Walsh & Brais Inc.	86	EG	Sud de Montréal
43	Kolostat Inc.	83	CV	Nord de Montréal
44	Eaman & Riggs Inc.	87	CF	Sud de Montréal
45	Norgaz Inc.	133	MT-SD	Mauricie
46	Maintenance Industrielle Ltée	143	EG	Montréal
47	Honeywell Ltd	80	MT-EL	Extérieur
48	Les lignes Témis Ltée	147	LD	Québec
49	Laval Fortin Ltée	95	EG	Saguenay-Lac-St-Jean
50	Sako Électrique 1976 Ltée	77	El	Montréal
51	Construction canadienne T J Inc.	104	EG	Québec
52	St-Romuald Construction Ltée	129	EG	Québec
53	Fitzpatrik Construction Ltée	117	EG	Montréal
54	Canfarge Ltée division Francon	97	XC	Montréal
55	Construction Arno Inc.	96	LT	Mauricie
56	Armand Guay Inc.	83	EG	Québec
57	Groupe Beaver construction Ltée	94	EG	Montréal
58	Patella construction Inc.	82	CM	Montréal
59	La Cie de pavage d'asphalte Beaver Ltée	125	EG	Montréal
60	Entretien Industriel Etchemin Inc.	60	MT	Québec
61	Mécanique R.H. Ltée	71	RF	Nord de Montréal
62	Volcano Inc.	83	MT	Sud de Montréal
63	APV Hall Crepaco Inc.	63	MA-EL	Montréal
64	Société de contrôle Johnson Ltée	63	EL-MT	Extérieur
65	Chagnon 1975 Ltée	82	EL	Montréal
66	Sintra Inc. div. Projets spéciaux	182	MT	Montréal
67	Groupo Inc.	68	MT	Montréal
68	Les Coffrages CCC Ltée	140	EG	Montréal
69	La Cie Nationale de tuile et terrazzo Ltée	59	CP	Montréal
70	J.L. Le Saux Ltée	59	EL	Nord de Montréal
71	Mc Cuaig Jarmac Inc.	64	EL-RF	Montréal
72	Entreprises Bon Conseil Ltée	82	EG	Québec
73	Electritek Inc.	69	EL	Montréal
74	Services d'acoustique Patch Ltée	74	CM-PL	Montréal
75	G.L.R. Inc.	134	LT	Québec
76	Construction SLM Ltée	90	MT	Sud de Montréal
77	Tri Bec Inc.	79	MT-EL	Québec
78	Québec combustion Inc.	123	MT	Sud de Montréal
79	Thomas O'Connel (1981) Inc.	62	MT	Montréal
80	Mofax Électrique Ltée	58	EL	Montréal
81	Camille Dionne Inc.	77	XC	Nord de Montréal
82	Louis Donolo Inc.	66	EG	Montréal
83	Construction Bedarco Inc.	193	CH-CM	Montréal
84	Gastier Inc.	52	EL	Montréal
85	Construction N.R.C. Inc.	46	XC-EL	Montréal
86	Montgomery Elevator Co. Ltd	64	MA	Extérieur
87	Opron Inc.	129	EG	Sud de Montréal
88	F X Drolet Inc.	48	MA	Québec
89	Jean. Fournier Inc.	67	XC	Côte-Nord
90	Fred Korman Inc.	59	EL	Sud de Montréal

ANNEXE III (suite)

Liste des 100 plus gros employeurs en 1983 selon les heures enregistrées à l'OCQ

	Nom	Nombre maximum de salariés	Type	Principale place d'affaires
91	Couverture Montréal Nord Ltée	72	CV	Montréal
92	Marcel Lambert Inc.	66	EL-MT	Québec
93	P & R Desjardins Construction Inc.	57	EG	Montréal
94	L D Pilon Inc.	67	MT-EL	Nord Ouest québécois
95	Drouin & Parent Construction Inc.	82	EG	Québec
96	Plibrico Canada Ltée	183	EG	Sud de Montréal
97	La Cie Asbestos Covering Ltée	62	CF	Montréal
98	Cie de Construction Antagon Ltée	82	XC	Montréal
99	La Corporation de Rénovation Raymor L	71	PE	Montréal
100	Coffrages Zanetti Ltée	93	CM	Montréal

Annexe IV

Description des régions et sous-régions de domicile

Office de la construction du Québec Régions	Sous-régions	Principales villes	M.I.C. Sous-régions correspondantes*
10. Est du Québec	10. Îles-de-la-Madeleine	Chandler, Gaspé, Murdochville	
	11. Gaspé		1.1. Gaspé
	12. Ste-Anne-des-Monts	Cap-chat, Ste-Anne-des-Monts	1.3. Ste-Anne-des-Monts
	13. Bonaventure	Bonaventure, New-Richmond, Paspébiac	1.4. Bonaventure
	14. Bas St-Laurent	Amqui, Matane, Rimouski	1.7. Bas St-Laurent
20. Saguenay-Lac St-Jean	20. Roberval	Chibougamau, Dolbeau, Roberval	2.4. Roberval
	21. Chicoutimi	Alma, Chicoutimi, Jonquière	2.1. Chicoutimi
30. Québec	15. Rivière-du-Loup	Cabano, Rivière-du-Loup, Trois-Pistoles	3.1. Rivière-du-Loup
	30. Québec métrop.	C.U.Q., Lévis, St-Romuald	
	31. Charlevoix	Baie St-Paul, Clermont, La Malbaie	3.3 Québec
	32. Portneuf	Donnacona, St-Augustin, St-Raymond	
	33. Sud du Québec	La Pocatière, Montmagny, Ste-Marie	
	34. Chaudière	Beauceville, St-Georges, Thedford Mines	3.5 Chaudière
40. Mauricie - Centre du Québec	40. Bois-Francs	Drummondville, Plessisville, Victoriaville	4.1. Bois-Francs
	41. Mauricie	Cap-de-la Madeleine, La Tuque, Trois-Rivières	4.3 Mauricie
50. Estrie	50. Cantons de l'Est	Asbestos, Magog, Sherbrooke	5. Cantons de l'Est
60. Montréal	65. Montréal métropolitain	C.U.M., Laval, Longueuil	6.6. Montréal métropolitain
64. Sud de Montréal	60. Granby	Cowansville, Farnham, Granby	6.1. Granby
	61. St-Jean	Iberville, St-Jean, St-Luc	6.2 St-Jean
	62. St-Hyacinthe	Beloeil, Mont-St-Hilaire, St-Hyacinthe	6.4 St-Hyacinthe
	63. Richelieu	Contrecoeur, Sorel, Tracy	6.7 Richelieu
	64. Beauharnois	Beauharnois, Châteauguay, Valleyfield	6.3 Beauharnois
69. Nord de Montréal	67. Joliette	Joliette, L'Assomption, Repentigny	6.8. Joliette
	66. Terrebonne	Lachute, St-Eustache, Ste-Thérèse	6.9. Terrebonne
	70. Labelle	Maniwaki, Mont-Laurier	7.3. Labelle

* La concordance entre le découpage territorial de M.I.C. et celui de l'O.C.Q. est presque parfaite. Cependant, on note que les villes de Chapais et Chibougamau appartiennent à la sous-région Roberval pour l'O.C.Q. et à la sous-région Chicoutimi du M.I.C. De même, la région du Nouveau Québec du M.I.C. est séparée entre les sous-régions Baie James et Mingan de l'O.C.Q.

Annexe IV (suite)

Description des régions et sous-régions de domicile

Office de la construction du Québec Régions	Sous-régions	Principales villes	M.I.C. Sous-régions correspondantes*
70. Outaouais	71. Hull	C.R.O., Pontiac, Thurso	7.1. Hull
80. Nord-Ouest québécois	80. Rouyn-Noranda	Rouyen, Témiscamingue, Val D'Or	8.1. Rouyn-Noranda
	81. Abitibi	Amos, LaSarre, Senneterre	8.3 Abitibi
84. Baie James	84. Baie James	Municipalité de la Baie James	10. Nouveau Québec
90 Côte-Nord	93. Saguenay	Baie Comeau, Hauterive, Tadoussac	9.1. Saguenay
	91. Mingan	Port-Cartier, Schefferville, Sept-Iles	9.3. Mingan

* La concordance entre le découpage territorial de M.I.C. et celui de l'O.C.Q. est presque parfaite. Cependant, on note que les villes de Chapais et Chibougamau appartiennent à la sous-région Roberval pour l'O.C.Q. et à la sous-région Chicoutimi du M.I.C. De même, la région du Nouveau Québec du M.I.C. est séparée entre les sous-régions Baie James et Mingan de l'O.C.Q.